



AUTOMNE / HIVER 2017

The background of the cover is an aerial photograph of a city waterfront, likely Montreal, showing a large river, a bridge, and various buildings and green spaces. A large white circle is superimposed over the center of the image, containing the main title text.

1967 à 2017
**LE CANADA
TRANSFORMÉ**



RANDY BOSWELL
KEN MCGOOGAN
VERONICA STRONG-BOAG

DOMINIQUE CLÉMENT
NELSON WISEMAN
JEAN-PHILIPPE WARREN

VICTOR RABINOVITCH
JACK BUMSTED
JACK JEDWAB

TABLE DES MATIÈRES

- 3 **INTRODUCTION**
TOURNANTS, LEGS ET UN DEMI-SIÈCLE DE CHANGEMENT
Randy Boswell
- 7 **COMMENT LES BABY-BOOMERS ONT POUSSÉ LA FOUGUE DES ANNÉES 60**
JUSQU'AU 21^E SIÈCLE
Ken McGoogan
- 11 **« ELLE L'A NOMMÉ CANADA PARCE C'ÉTAIT SON NOM » :**
LA LANGUE ET LA JUSTICE AU CANADA EN 2017 ET AU-DELÀ
Veronica Strong-Boag
- 16 **LA CULTURE DES DROITS AU CANADA : 50 ANS PLUS TARD**
Dominique Clément
- 21 **UNE IDENTITÉ ET UN VISAGE TOUJOURS CHANGEANTS**
Nelson Wiseman
- 25 **UN CANADA INESPÉRÉ**
Jean-Philippe Warren
- 29 **50 ANS DE CULTURE CANADIENNE :**
LES RACINES DE NOTRE MODÈLE ET LA NOUVELLE MENACE
Victor Rabinovitch
- 35 **LE PAYS A-T-IL VRAIMENT CHANGÉ TOUT CELA AU COURS DES 50 DERNIÈRES ANNÉES ?**
Jack Bumsted
- 38 **« VIVE LE QUÉBEC LIBRE » À 50 ANS : L'ESSOR ET LE DÉCLIN DU MOUVEMENT**
INDÉPENDANTISTE AU QUÉBEC, 1967-2017
Jack Jedwab

THÈMES CANADIENS EST PUBLIÉ PAR



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES CANADIENNES
Élu le 3 novembre 2017

CELINE COOPER

Président du Conseil d'administration, Candidate au doctorat,
OISE/Université de Toronto, Montréal, Québec

L'HONORABLE HERBERT MARX

Cour supérieure du Québec (à la retraite), Montréal, Québec

YOLANDE COHEN

Professeure, Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec

JOANNA ANNEKE RUMMENS

Professor, Université de York, Toronto, Ontario

LLOYD WONG

Professeur, Université de Calgary, Calgary, Alberta

L'HONORABLE MARLENE JENNINGS

P.C., LLb., Lawyer/Avocate, Montréal, Québec

DR AYMAN AL- YASSINI

Montréal, Québec

MADÉLINE ZINIAK

Consultante, Présidente de l'Association des médias ethniques
canadiens, Toronto, Ontario

CHEDLY BELKHODJA

Professeure, Université Concordia, Montréal, Québec

HOWARD RAMOS

Professeur, Université Dalhousie, Halifax, Nouvelle-Écosse

JEAN TEILLET

Associé principal à Pape Salter Teillet LLP, Vancouver,
Columbia Britannique

DR JULIE PERRONE

Vaudreuil, Québec

Thèmes canadiens est une publication trimestrielle de l'Association d'études canadiennes (AEC). Elle est distribuée gratuitement aux membres de l'AEC. CITC est une publication bilingue. Tous les textes émanant de l'AEC sont publiés en français et en anglais. Tous les autres textes sont publiés dans la langue d'origine. Les collaborateurs et collaboratrices de Thèmes canadiens sont entièrement responsables des idées et opinions exprimées dans leurs articles. L'Association d'études canadiennes est un organisme pancanadien à but non lucratif dont l'objet est de promouvoir l'enseignement, la recherche et les publications sur le Canada.

Thèmes canadiens bénéficie de l'appui financier du Gouvernement du Canada par le biais du Fonds pour l'histoire du Canada du ministère du Patrimoine canadien pour ce projet.

COURRIER

Des commentaires sur ce numéro ?

Écrivez-nous à Diversité canadienne :

Diversité canadienne / AEC
1822A, rue Sherbrooke Ouest
Montréal, Québec H3H 1E4

Ou par courriel au <james.ondrick@acs-aec.ca>

Vos lettres peuvent être modifiées pour des raisons éditoriales.

 @CANADIANSTUDIES



JACK JEDWAB

Président et chef de la direction

JAMES ONDRICK

Directeur des programmes et administration

SARAH KOOI

Chargée de projets principale

VICTORIA CHWALEK

traductrice

CAMILAHGO. STUDIO CRÉATIF

Design et mise en page

INTRODUCTION

INTRODUCTION : TOURNANTS, LEGS ET UN DEMI-SIÈCLE DE CHANGEMENT

RANDY BOSWELL

Randy Boswell est professeur agrégé à l'École de journalisme et de communication de Carleton University. Journaliste de longue date vivant à Ottawa, il a écrit pour Postmedia News de 2003 à 2013, développant une expertise unique sur les questions touchant à l'histoire. Il a récemment publié des études sur l'histoire environnementale canadienne dans *Histoire sociale / Social History* et sur l'histoire archéologique dans le *Canadian Journal of Archaeology*.

Dans ma ville natale du sud de l'Ontario, l'esprit de 1967 s'est manifesté par la construction d'un nouvel aréna de hockey. Comme dans des centaines de communautés à travers le Canada, où de nouvelles patinoires, écoles, bibliothèques, salles de réunion et autres lieux publics ont été construits pour marquer le centenaire de la Confédération, le cadeau du pays à Grand Valley, Ont. (une petite ville de 800 habitants à l'époque, qui en compte environ 1 600 aujourd'hui) a accompli son objectif principal, et bien plus.

Les parties de hockey, qu'elles soient jouées par des garçons ou des filles, dans des ligues locales ou par des équipes itinérantes, sont devenues un élément central de la vie communautaire. Les amateurs de curling et les patineurs artistiques avaient eux aussi une nouvelle place pour s'adonner à leurs sports respectifs. Le hall de l'aréna est devenu le lieu de prédilection pour les réceptions de mariage, les col-

lectes de fonds caritatives, les danses communautaires et tout ce qui se passait dans notre village : des banquets de remise de prix, des services ecclésiastiques œcuméniques, des camps d'été et des expositions de foires d'automne, un service de garde d'enfants, et un rassemblement pour le petit ami de ma sœur, un joueur de hockey vedette paralysé par un accident de motocyclette.

L'édification de la nation ne concerne pas seulement les éléments intangibles tels que la fierté, la cohésion et l'identité. Il y a aussi la construction littérale, et les endroits comme le centre communautaire de Grand Valley and District ont été essentiels pour favoriser le sentiment de convivialité qui existe dans d'innombrables communautés canadiennes, régions rurales ou quartiers urbains, et qui a contribué à l'unification de la nation et au développement social et économique.

Alors, un gros merci, 1967, pour cet héritage exceptionnel d'infrastructure communautaire. Pour ma part, je n'ai connu que le Canada d'après l'Expo. C'est un Canada qui, malgré toutes ses divisions culturelles et ses iniquités sociales, ses injustices historiques et ses défis contemporains, semble selon moi avoir progressé dans la bonne direction, soit vers la tolérance, l'équité et la prospérité pacifique. Je crois que les femmes, les immigrants, les Premières nations et les membres des communautés LGBTQ du Canada n'apprécieraient pas revenir 50 ans en arrière, peu importe les batailles à venir.

C'est peut-être un point de vue un peu idéaliste sur le Canada en cette année du cent cinquantième. Mais même une analyse superficielle de ce qui se passe dans les quelques 200 autres états-nations semble indiquer que le projet géopolitique mis en branle il y a 150 ans dans la moitié nord de l'Amérique du Nord a été largement couronné de succès. Un succès qui nous permet de nous livrer à un examen microscopique de nos pires échecs tout en conservant un semblant de satisfaction par rapport à ce qui a été accompli et un sentiment d'optimisme quant à ce qui s'en vient.

Et nous pouvons faire tout cela, avec une bière ou un beigne à la main, pendant une danse organisée par une équipe de hockey mineur, et toujours avec nos traits de caractère bien connus d'humilité et d'humour.

Cette collection de textes explore l'évolution du Canada au cours des 50 dernières années à partir de divers points de vue, et cherche à mesurer le progrès du pays entre 1967, lorsque le pays a célébré son centenaire et que Montréal a accueilli l'Exposition universelle, et 2017, lors du 150^e anniversaire

de la Confédération.

Nous avons demandé aux contributeurs de tirer parti de leurs domaines d'expertise, expériences personnelles et autres sources d'inspiration pour parler de la transformation du Canada au cours du dernier demi-siècle. Qu'ont célébré réellement ces sociétés, séparées par cinq décennies? Comment la technologie, les modes de communication, les concepts d'identité et la population canadienne ont-ils changé la nation depuis 50 ans et comment les valeurs canadiennes se sont-elles exprimées à travers les politiques gouvernementales, les mœurs sociales, les relations interculturelles, les mouvements citoyens et autres au cours de cette même période? Au final, le Canada est-il plus heureux, plus prospère, plus cohésif, plus influent, plus compatissant – bref, est-il meilleur – 50 ans après les jours fébriles de l'Expo 67?

Jack Jedwab, président de l'Association d'études canadiennes, aide à structurer la conversation en comparant des sondages d'opinion publique menés en 1967 et en 2017. Ceux-ci examinent, entre autres choses, les opinions sur le séparatisme au Québec. Ce qui est révélé, c'est que 50 ans après le tumulte national déclenché par le «Vive le Québec libre!» du président français Charles de Gaulle, et plus de 20 ans après le référendum serré de 1995, moins de Canadiens aujourd'hui qu'en 1967 croient que les Québécois veulent se séparer du Canada, et un plus grand nombre d'entre eux aujourd'hui croient que les relations entre les Canadiens francophones et anglophones s'améliorent.

Jedwab souligne également que les perspectives économiques des Canadiens d'expression française – et leur part d'influence en termes d'emploi et de

leadership au sein de la fonction publique fédérale – se sont améliorées de façon spectaculaire depuis 1967, si bien que certains griefs soutenus par le discours de De Gaulle sont à peine reconnus par les jeunes Québécois d'aujourd'hui.

Jack Bumsted, l'éminent historien manitobain, se demande si, malgré de profonds changements dans la technologie des communications et l'immigration en provenance de pays non européens, le Canada a vraiment changé depuis 1967. À propos de l'afflux de nombreuses communautés d'immigrants, il observe qu'à l'exception de notre culture culinaire, il semble que le Canada a eu plus d'influence sur ces groupes qu'eux sur le Canada. Et tout en notant les excuses officielles présentées aux communautés japonaise, sikhe et juive pour les injustices historiques infligées par les gouvernements canadiens passés, Bumsted souligne que ces excuses n'ont pas fondamentalement changé l'identité de la nation. C'est plutôt les excuses présentées aux Premières nations qui ont été difficiles, parce qu'elles ont porté atteinte aux fondations même de notre société.

Dominique Clément, historien et spécialiste des droits de la personne à l'Université de l'Alberta, retrace le changement transformationnel des 50 dernières années dans la façon dont les Canadiens cherchent à obtenir la protection de leurs droits fondamentaux. Il soutient que certains droits n'étaient autrefois protégés que comme des principes de la citoyenneté britannique et plus tard canadienne. Mais l'adoption des premières lois sur les droits de la personne dans les années 1960 (notamment les lois de 1967 au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse) a redéfini ces protections comme étant des droits inviolables dans un sens plus large, et ce pour tous les êtres humains. « Pour la plupart

des Canadiens, les célébrations du centenaire et l'Expo 67 symbolisaient l'avènement du pays et l'affirmation de sa place sur la scène mondiale. La transformation de la culture des droits du Canada à cette époque était tout aussi symbolique d'un nouvel engagement avec le monde. »

L'historien populaire Ken McGoogan, auteur de *Lady Franklin's Revenge* et *50 Canadians Who Changed The World*, offre une interprétation perspicace et divertissante de la façon dont la génération des baby-boomers (qui a atteint sa maturité lors du centenaire du Canada en 1967) a été catalyseur de changement politique et social au Canada, de l'ère de Trudeau I jusqu'à l'ère actuelle de Trudeau II, en faisant du pays un modèle de tolérance et de diversité.

Veronica Strong-Boag, pionnière canadienne des études sur les femmes et le genre, soutient qu'un examen critique et sans relâche de l'utilisation de la langue et de la formulation des récits historiques est nécessaire pour que le Canada progresse vers une société plus juste et équitable. Strong-Boag affirme tout de même que lorsqu'elle observe le Canada, elle a l'espoir, parfois fragile, que notre capacité collective à accepter le langage élargit l'idée et la pratique de l'égalité et du traitement équitable.

Victor Rabinovitch, ancien directeur général du Musée canadien des civilisations (aujourd'hui le Musée canadien de l'histoire) et maintenant distingué membre de la Queen's University School for Policy Studies, s'inquiète de l'avenir de la culture canadienne. Il explique d'abord l'impact transformateur du « modèle culturel affirmatif » typiquement canadien sur les industries culturelles du Canada au cours des 50 dernières années, un modèle qui implique l'orchestration habile du financement

public et des instruments politiques pour libérer l'énergie créatrice de la nation. Selon lui, le développement du contenu canadien dans pratiquement tous les secteurs de la production culturelle risque aujourd'hui d'être renversé: «L'essor rapide des systèmes de distribution numérique appartenant aux géants américains de l'Internet est de loin la plus importante menace à l'expression culturelle canadienne.»

L'historien de l'Université Concordia, Jean-Philippe Warren, examine la toile de fond de l'histoire du Canada depuis 1760 pour explorer l'évolution du pays de manière inattendue. Son texte vise à montrer comment l'histoire n'est pas une marche en ligne droite parfaitement planifiée mais suit plutôt des courbes souvent imprévisibles. Parmi les exemples qu'il donne du hasard et de la chance qui ont si souvent façonné le destin du Canada, on peut citer le projet de loi 101, la loi linguistique québécoise qui visait à renforcer la protection du français et à promouvoir l'indépendance du Québec mais dont le succès a diminué de façon inattendue le sentiment d'urgence autour du projet de souveraineté.

Enfin, le politologue et directeur du programme d'études canadiennes à l'Université de Toronto, Nelson Wiseman, décrit le Canada d'après 1967 comme étant «plus laïc, polyethnique et religieusement diversifié». Il souligne en même temps certaines tensions - symbolisées actuellement par le niqab, qui se trouve au centre de la fureur politique au Québec - qui ont émergé alors que les Canadiens tentent, depuis les 50 dernières années, de se réconcilier avec «la construction et la reconstruction de la société canadienne» et le fait que «l'identité nationale a toujours été provisoire et continuera à évoluer.»

COMMENT LES BABY-BOOMERS ONT POUSSÉ LA FOUQUE DES ANNÉES 60 JUSQU'AU 21^E SIÈCLE

KEN MCGOOGAN

Ken McGoogan a publié une douzaine de livres, dont *How The Scots Invented Canada*, *Fatal Passage* et *La vengeance de Franklin*. Il a notamment honoré le prix Pierre Berton pour un ensemble de travaux historiques, la médaille de l'UBC pour la biographie canadienne et un prix Christopher pour « l'excellence artistique ». Après avoir travaillé comme reporter au *Toronto Star* et rédacteur au *Montreal Star*, Ken a passé deux décennies à écrire pour *The Calgary Herald* sur les livres, les auteurs et l'édition. Ken a présidé la Commission du droit de prêt public, écrit pour des magazines comme *History of Canada*, *Canadian Geographic* et *Maclean's*, et fait partie d'*Adventure Canada* en tant qu'auteur-historien. Il enseigne la non-fiction créative à l'Université de Toronto et, en 2010, a remporté un prix pour l'excellence en enseignement

Nous, les baby-boomers canadiens nés dans les années 1940, avons atteint notre maturité dans les années soixante. En atteignant la vingtaine, nous avons découvert que la force résidait dans le nombre. Lorsque les Beatles ont chanté, « Vous dites que vous voulez une révolution », nous avons répondu : « Oui ! Oui ! » Nous allions changer le monde. Nous avons bien entendu les paroles de Bob Dylan : les temps changent, *the times are a changin'*. Nous avons bien entendu les paroles de Timothy Leary : allumer, écouter, décrocher (*turn on, tune in, drop out*). Ne faites jamais confiance à une personne âgée de plus de trente ans. Certains d'entre nous ont fait du pouce pour se rendre à San Francisco avec des fleurs dans les cheveux. Pendant ce temps à l'Expo 67, le monde est venu à Montréal. L'année suivante, des centaines de milliers de baby-boomers

ont pu voter à une élection fédérale pour la première fois. Nous avons créé la Trudeaumanie. Nous avons transformé un intellectuel provocateur en une rockstar politique. Trudeau l'audacieux a soutenu le regard des séparatistes qui lançaient des pierres, a sorti l'état des chambres à coucher de la nation et a commencé à transformer le Canada en un phare mondial de la tolérance et de la diversité.

Alors que les générations antérieures ne pouvaient que copier ceux qui étaient là avant, nous avions un gigantesque groupe de pairs pour nous inspirer. Nous avions une culture internationale de la jeunesse à observer. Adolescents, nous avons vu James Dean dans *Rebel Without a Cause* et Marlon Brando dans *The Wild One*. Un citoyen décent et respectueux des lois demande au personnage de Brando :

«Contre quoi vous rebellez-vous?» De sa moto, Brando répond au bon citoyen: «Que proposez-vous?»

Il y a eu ensuite le tournoyant Elvis, puis le Motown, *Baby Love*, la musique soul, *Midnight Train to Georgia* et, à travers tout ça, Dylan le transcendant. Il s'est tourné vers l'électrique mais n'a jamais cessé de protester, comme il l'atteste dans *I Ain't Gonna Work on Maggie's Farm No More*. De nos cousins américains, nous avons appris à protester: les droits civils, l'interdiction de la bombe, la libération des femmes. Les années soixante ont continué leur rythme effréné jusqu'au début des années 1970. Les baby-boomers les plus jeunes étaient encore des enfants, mais les insurgés étaient âgés de 18 à 27 ans.

Dans son livre *Sex in the Snow: Canadian Social Values at the End of the Millennium*, le sociologue Michael Adams nous appelle des rebelles autonomes. Nous étions assez nombreux pour créer nos propres héros. Ceux que nous avons accepté comme nos «sages tribaux» incluaient le nationaliste Pierre Berton (né en 1920), qui a attaqué la religion organisée dans *The Comfortable Pew*; le journaliste politique Peter C. Newman (né en 1929), qui a écorché l'establishment canadien; et Mordecai Richler (né en 1931), une superstar littéraire qui se réjouissait à faire fi de la prétention et du politiquement correct. Oh, Canada, Oh, Québec. Notre sage tribal préféré de tous les temps a sans doute été Leonard Cohen (né en 1934), le troubadour romantique qui a insisté sur le fait que la magie est vivante et qui célébrait le sexe et la révolution.

Dans les années 1980 et 90, les rebelles autonomes ont produit des leaders. Maude Barlow (née en 1947) s'est d'abord battue pour les droits des

femmes, puis contre le libre-échange trop important avec notre voisin puissant, et enfin, au niveau mondial, pour mettre fin à la vente des droits maritimes. Linda McQuaig (née en 1951) a critiqué les riches et les réactionnaires si efficacement que l'un d'eux a suggéré qu'elle soit fouettée à la cravache. Dans la tradition du baby-boomer, il y a eu plus récemment l'émergence de Naomi Klein (née en 1970) comme leader internationale. Elle a lancé la charge contre la mondialisation et l'inégalité croissante. Contre quoi nous rebellons-nous? Que proposez-vous?

Dans le Canada des années 1960, les femmes baby-boomers ont appris des Américaines Betty Friedan et Gloria Steinem, qui ont émulé le mouvement des droits civiques pour lancer le mouvement de libération des femmes. Les sages féministes du pays incluaient la journaliste Doris Anderson (née en 1921) et Flora MacDonald (née en 1926), dont le rôle politique a été mis en lumière au milieu des années 1970. L'auteure de romans de fiction Margaret Laurence (née en 1926) a écrit des romans puissants, a combattu des chrétiens fondamentalistes et nous a amenés à reconnaître que les écrivains canadiens formaient une «tribu».

Le féminisme a rapidement trouvé des nouveaux portes-flambeau: Margaret Atwood (née en 1939), Joni Mitchell (née en 1943) et Judy Rebick (née en 1945). Les femmes ont obtenu le contrôle éditorial de l'industrie canadienne de l'édition, parmi elles des figures comme Anna Porter, Louise Dennys, Phyllis Bruce, Iris Tupholme et Cynthia Good. Les baby-boomers comme Maude Barlow ont créé leurs propres plates-formes, et aujourd'hui de nouvelles révolutionnaires refaçonnent le paysage féministe, parmi elles Irshad Manji (née en 1968), Karen Connelly (née en 1969) et Lauren McKeon, dans

la trentaine, dont le premier livre s'intitule *F-Bomb: Dispatches from the War on Feminism*.

Aujourd'hui, lorsque les Américains visitent le Canada, ils remarquent souvent le nombre de « minorités visibles » sur nos écrans de télévision. Les baby-boomers canadiens ont pris le mouvement américain des droits civiques (*We Shall Overcome*) et l'ont transformé en un moteur pour le multiculturalisme. Tout le monde a besoin d'aimer quelqu'un. Au cours des décennies, les Canadiens français ont célébré non seulement Pierre Elliott Trudeau mais aussi René Lévesque. Les Antillais immigrants ont écouté Austin Clarke, qui s'est autoproclamé « l'homme noir le plus fâché au Canada ». Les Japonais ont eu Joy Kogawa, qui a lancé le mouvement de réparation avec Obasan. L'Ojibway Norval Morrisseau est devenu le « Picasso du Nord ». Et Buffy Ste. Marie a donné une voix internationale aux Canadiens autochtones.

Les baby-boomers ont créé une diversité de porte-parole. Pour les Ukrainiens : Myrna Kostash, *All of Baba's Children*. Pour les Chinois : Denise Chong, *The Concubine's Children*. Pour les Italiens : Nino Ricci, *Lives of the Saints*. Pour les Indiens : Rohinton Mistry. La liste continue. Pour les Afrocanadiens : Lawrence Hill. Pour les Premières nations et les Inuits : Tomson Highway et Zacharias Kunuk. Sans oublier l'activiste post-baby-boomer, la chanteuse-compositrice Susan Aglukark (née en 1967).

Un sixième des baby-boomers, ou plus d'un million de Canadiens, font partie d'une tribu que Michael Adams appelle les adeptes connectés. Leur vision tourne autour d'un désir d'interagir et de comprendre les autres. Ils ont envie de se sentir « branchés ». Parce qu'ils sont connectés, créatifs et expressifs, ils

sont plus influents que leur nombre pourrait le justifier. « L'aspect spirituel est très présent chez eux, » écrit Adams, « et ils cherchent continuellement le renouveau spirituel et la jeunesse éternelle ». Ils ne sont pas eux-mêmes rebelles ou méfiants à l'égard de l'autorité, mais s'allient traditionnellement avec les rebelles autonomes.

Leur sage tribal préféré est Marshall McLuhan (né en 1911), le gourou de la connexion et du village global. D'autres exemples de baby-boomers incluent le cyber-sage Don Tapscott (né en 1947), qui a annoncé une nouvelle ère de collaboration, et Mike Lazaridis (né en 1961), qui a inventé le Blackberry. Les adeptes vénèrent les auteurs baby-boomers qui explorent la connectivité technologique, parmi eux le Vancouverois William Gibson (né en 1948) et Robert Sawyer de Mississauga (né en 1960). Sur le plan spirituel, ils apprécient Robin Sharma (né en 1965), qui a dramatisé la connectivité dans *The Monk Who Sold His Ferrari*.

Le mouvement environnemental est enraciné dans l'Europe et l'Amérique du Nord du 19^e siècle. Mais il est devenu une force mondiale dans les années soixante avec *Silent Spring* de Rachel Carson (1962), *The Population Bomb* de Paul Erlich (1968) et *The Limits to Growth* du Club de Rome (1972). Ici, au Canada, les baby-boomers environnementalistes ont trouvé chez Farley Mowat (né en 1921), un grand sage tribal strident, théâtral, mais terriblement efficace. Le suivant de près, David Suzuki (né en 1936), une légende vivante.

En revisitant Margaret Atwood, les baby-boomers eux-mêmes ont commencé à montrer la voie : Bruce Cockburn (né en 1945), le capitaine Paul Watson (né en 1950), Wayne Grady (né en 1948), Ronald

Wright (né en 1948) et, encore une fois, Maude Barlow. Aujourd'hui, cette tradition des années soixante est bien vivante chez les auteurs post-baby-boomers comme Taras Grescoe (*Bottomfeeder, Straphanger*).

Moses Znaimer, créateur du magazine *Zoomer*, s'autoproclame un scout. Né avant les baby-boomers en 1942, il écrit : « Je vais de l'avant, je suis le premier sur le terrain, je prends certains de ces premiers risques, et je reviens pour en parler. Et ce que je peux dire est que nous vivons actuellement un changement cataclysmique de la vie humaine. » Znaimer explique que les baby-boomers ne prendrons pas leur retraite à l'âge de 65 ans, comme l'ont fait nos parents. Avec une espérance de vie plus longue que les générations précédentes, nous sommes plutôt enclins à explorer une nouvelle phase de vie qui impliquera probablement une deuxième carrière et un emploi à temps partiel. Pour les gens en santé, la retraite est pour les peureux.

Les changements politiques sont plus difficiles à prévoir. Michael Adams écrit que quatre Canadiens sur dix sont des darwinistes désengagés. « Il faut examiner cette pluralité tranquille de baby-boomers, » écrit-il, « si vous souhaitez comprendre les racines de la révolution néo-conservatrice des années 1990 ». Ce sous-groupe, plus de quatre millions de personnes, dément « l'image stéréotypée du baby-boomer hédoniste et rebelle ».

Ses membres ont tendance à être de jeunes baby-boomers qui, pendant longtemps, ont observé silencieusement et sans défense la disparition graduelle de leur version du rêve canadien. Ils incluent ces infâmes « hommes blancs en colère » qui croient que la société canadienne a changé beau-

coup trop vite et pour le pire. Et ils ont trouvé leur porte-flambeau en Stephen Harper (né en 1957), un baby-boomer qui a remporté un vote parlementaire majoritaire en unissant les darwinistes désengagés.

Mais attendez un instant. Alors qu'aux États-Unis, des hommes blancs en colère ont réussi à élire un insensé nombriliste comme président, les baby-boomers canadiens ont mené la charge pour sortir Harper et ses copains des coulisses du pouvoir. À titre sociologique, les rebelles autonomes et les adeptes connectés ont fait cause commune assez longtemps pour élire Trudeau le Fils comme Premier ministre. Justin fume de la marijuana, pratique le yoga et marche dans les parades de la Fierté. Nous avons poussé la fougue des années soixante jusqu'au 21^e siècle. Notre travail ici est terminé.

Ken McGoogan est l'auteur d'une douzaine de livres, parmi lesquels *How the Scots Invented Canada* et *50 Canadians Who Changed the World*. Son tout dernier livre est intitulé *Dead Reckoning: The Untold Story of the Northwest Passage*.

« ELLE L’A NOMMÉ CANADA PARCE C’ÉTAIT SON NOM » : LA LANGUE ET LA JUSTICE AU CANADA EN 2017 ET AU-DELÀ

VERONICA STRONG-BOAG

Veronica Strong-Boag est professeur émérite à l'Institut pour le genre, la race, la sexualité et la justice sociale ainsi qu'au sein du Département des études pédagogiques de la University of British Columbia. Parmi de nombreux autres honneurs, elle a reçu le prix John A. Macdonald de la Société historique du Canada pour son livre intitulé *The New Day Recalled: Lives of Girls and Women in English Canada 1919-1939*, paru en 1988. Membre de la Société royale du Canada, Strong-Boag est une ancienne présidente de la Société historique du Canada et la directrice fondatrice du Centre d'études sur les femmes et le genre de la University of British Columbia. En 2012, la Société royale du Canada lui a remis la médaille historique J.B. Tyrrell « pour un travail remarquable en histoire canadienne ».

Bien avant la « Confédération », que nous célébrons officiellement, le Canada avait des histoires diverses et des perspectives sur ces histoires. Pour de nombreux résidents du Canada en 2017, la célébration du 150^e anniversaire est insultante ou sans signification, la reconnaissance d'un projet national / impérial limité et très compromis, sans plus. Le refus et la résistance ne sont rien de nouveau. Bien que souvent ignorés et réprimés, ils sont tissés dans la toile du Canada. La phrase « Elle l'a nommé Canada parce que c'était son nom » (*She Named It Canada Because That's What It Was Called*), le titre d'une histoire graphique féministe de 1971, invoque

une dissidence historique. Comme le démontrent les débats continus sur le bilinguisme et le multilinguisme officiels, l'égalité des sexes dans les paroles d'« O Canada », les termes « Indien, Métis, Indigène, Autochtone et Première Nation », ainsi que l'appropriation culturelle, les mots signalent le pouvoir. Bien que la redistribution économique sous-tende nécessairement tout projet démocratique, le respect linguistique, y compris l'acceptation du droit de dire « non », est toujours important. Comme l'a expliqué le critique culturel Raymond Williams dans son livre paru en 1976 *New Words for Radicals: The Contested Vocabulary of Late-Capitalist Struggle*, et mis à jour

en 2016 sous le titre de *New Words for Radicals: The Contested Vocabulary of Late-Capitalist Struggle*¹, la langue constitue une ligne de front pour les revendications en matière de justice et d'équité. Le progrès vers la parité participative et une démocratie significative² requiert un vocabulaire enrichi.

Tout comme le démontrent l'identification de « post-vérité » comme mot de l'année par Oxford et la montée des « faits alternatifs » en 2017, les mensonges hantent l'évolution de l'anglais (et d'autres langues aussi, d'ailleurs). Malgré la dénonciation du « newspeak », ou nouveau langage, dans *1984*, la dystopie de George Orwell, « oldspeak », ou l'ancien langage, n'a trop souvent été qu'un subterfuge, compromettant au final la communication et la solidarité et soutenant la tyrannie de ceux au pouvoir. Certes, la politique et le commentaire public sur le Canada abondent de démonstrations de malhonnêteté et de dépossession linguistiques. Comme l'a écrit l'auteure et interprète mohawk E. Pauline Johnson dans son court récit de 1893, *A Red Girl's Reasoning*, des termes méprisants tels que « squaw »

ont empêché à maintes reprises les possibilités d'unions maritales, multiculturelles et nationales plus équitables³. Que ce soit défendu en tant que liberté académique, comme l'apoplexie récente d'un professeur de psychologie de Toronto au sujet des pronoms non sexistes, en tant que gros bon sens, comme le juge de l'Alberta qui a rejeté la cause d'une victime d'agression sexuelle parce qu'elle se défendait de manière inappropriée, tout comme la prérogative du génie créatif dans *The Walrus*, ou comme la plaisanterie de vestiaire par un futur président américain, « *grabbing pussy* »⁴, le manque de respect linguistique sous-tend et légitime la violence culturelle et physique et tente d'effacer la mémoire des injustices et de faire respecter le consentement.

Bien que la bigoterie et la grossièreté accrues d'aujourd'hui soient causes suffisantes, il est injustifié de ressentir du désespoir lorsqu'on regarde vers l'avenir. En effet, à l'horizon et tout autour de nous, un vocabulaire plus riche et une promesse de respect mutuel existent, offrant ce qu'Anne aux pignons verts aurait qualifié d'une

-
- 1 Des versions antérieures de ce document ont été présentées au panel de discussion intitulé, « *Grading Canada at 150*/Évaluation du Canada à son 150^e », au Congrès annuel de la Société historique du Canada, Ryerson University, Toronto, 29 mai 2017 et sous forme de blogue pour *BC Studies*, <http://bcstudies.com/?q=blog/bc-voices-she-named-it-canada>, éditeurs Kelly Fritsch, Clare O'Connor et A.K. Thompson.
 - 2 Voir Nancy Fraser, « *Rethinking Recognition* » *New Left Review* 3 (mai/juin 2000) : 107120 et sa critique par Linda Martin Alcoff qui soutient que la politique d'identité est essentielle à la redistribution, « *Fraser on Redistribution, Recognition, and Identity* », *European Journal of Political Theory* 6:3 (2007) : 255-265 ainsi que *Visible Identities: Race, Gender and the Self* (Oxford: Oxford University Press, 2006). Voir aussi, inter alia, Nancy Fraser, *Fortunes of Feminism: From State-Managed Capitalism to Neoliberal Crisis* (London: Verso, 2013) et sa critique par Leticia Sabsay qui met l'accent sur l'engagement limité de Fraser avec les critiques féministes noires et anticoloniales, *Feminist Legal Studies* 22:3 (Déc. 2014) ; 323-329 et les réserves importantes de Joan Sangster et Meg Luxton, « *Feminism, Co-optation and the Problems of Amnesia: A Response to Nancy Fraser* », *Socialist Register* v. 49 (2013) : 288-309.
 - 3 Voir Carole Gerson et Veronica Strong-Boag « *Championing the Native: E. Pauline Johnson Rejects the Squaw* », dans *Contact Zones: Aboriginal and Settler Women in Canada's Colonial Past*, éd. Katie Pickles et Myra Rutherdale (Vancouver: University of British Columbia Press, 2005) : 47-66.
 - 4 Voir inter alia « *University of Toronto Professor Defends Right to Use Gender-Specific Pronouns* », *Globe and Mail* (19 nov. 2016) et Lauren Heuser, « *The Legal Case for Gender-Neutral Pronouns* » *The Walrus* (22 déc. 2016) ; Jason Markusoff, Charlie Gillis et Michael Friscolanti, « *The Robin Camp Case: Who Judges Judges* », *Maclean's* (14 sept. 2016) et Elaine Craig, « *Section 276 Misconstrued: The Failure to Properly Interpret and Apply Canada's Rape Shield Provisions* », *Canadian Bar Review* 94:1 (2016) ; Stassa Edwards, « *What Can We Learn from Canada's 'Appropriation Prize' Literary Fiasco?* », *Jezebel* (16 mai 2017), <http://jezebel.com/what-can-we-learn-from-canadas-appropriation-prize-lite-1795175192> ; Kateri Akiwenzie-Damm, « *The Cultural Appropriation Debate is Over. It's Time for Action* », *Globe and Mail* (19 mai 2017) ; Julie A. Nelson, « *Nature Abhors a Vacuum: Sex, Emotion, Loyalty and the Rise of Illiberal Economics* », *Real-world Economics Review* 79 (2017) : 35-42.

« portée pour l'imagination ». Sa construction a commencé depuis longtemps, mais le féminisme a permis d'encourager la reconsidération, au Canada contemporain et dans le monde, non seulement de l'oppression matérielle, mais aussi de l'appauvrissement linguistique qui y est associé. Au Canada, la dissection de la sociologue Margrit Eichler sur l'androcentricité, la surgénéralisation, l'insensibilité au genre et le double langage, dans son ouvrage intitulé *Nonsexist Research Methods: a Practical Guide* (1988), montre la voie vers un avenir plus juste. En 2017, une telle reconnaissance permet de reprendre courage.

Aujourd'hui, l'introduction très contestée dans une langue commune de mots tels homosexuel, lesbienne, bispirituel, transsexuel, classisme, racisme, sexisme et homophobie, pour n'en citer qu'une poignée, promet la libération des chainons du passé linguistique anglais. La reconnaissance sans précédent que les appellations dégradantes telles squaw, tapette, débile, nègre, *jewboy* et beaucoup d'autres et la consécration de l'oppression qu'elles sous-tendent, menacent la démocratie et la vie partagée en fait tout autant. Ces changements durement gagnés ont encouragé nos capacités individuelles et collectives à imaginer et à résister à l'injustice et ce, de manière incalculable.

Le vocabulaire plus riche d'aujourd'hui offre une reconnaissance sans précédent de la présence et des vertus de la complexité et de la différence humaines. La députée de Churchill-Keewatinook, Niki Ashton, identifiée comme une « éco-

féministe intersectorielle », a capturé ce moment remarquable lors du débat des leaders du NPD en mars 2017, même si elle a effrayé et confondu de nombreux auditeurs. L'intersectionnalité qu'elle embrasse courageusement conteste le privilège réductionniste des identités et des langues singulières. Avec la reconnaissance de la positionnalité qui y est associée, en d'autres termes la revendication que chacun reconnaît sa position sociale en termes d'identité et de pouvoir, la théorie intersectorielle, et le langage qu'elle inspire, met les Canadiens au défi de s'imaginer ainsi leur nation comme étant diversifiés et localisés différemment, souvent injustement, en termes des droits et des règles. Ce saut imaginaire est le premier pas vers la réconciliation et le traitement équitable.

Même si l'amélioration actuelle de l'anglais et l'appréciation renouvelée pour d'autres langues comme les langues autochtones⁵, ce qui est très significatif pour cet espace colonial, permettent de remettre en question les relations oppressives, le droit de refus étroitement associé des communautés historiquement défavorisées est tout aussi important. Cette affirmation, sans laquelle l'égalité n'a finalement pas de sens, est prise en compte dans le mouvement féministe du « non, c'est non » contre les abus sexuels, ainsi que la revendication par les communautés autochtones et les Québécois qu'ils sont en mesure de choisir l'indépendance du projet de 1867. C'est ce que l'universitaire Audra Simpson propose dans son importante discussion sur la « souveraineté imbriquée » dans l'ouvrage *Mohawk Interruptus*:

5 Sur l'histoire torturée du début de leur reconnaissance voir Eve Hague et Donna Patrick, « *Indigenous Languages and the Racial Hierarchisation of Language Policy in Canada* » *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 36:1 (2015) : 27-41

*Political Life across the Borders of Settler States*⁶. La possibilité de construire des résultats différents de ceux énoncés par les patriarches en général et par les pères fondateurs de la Confédération de 1867 en particulier peut être terrifiante, en particulier pour ceux d'entre nous qui tirent profit du statu quo, mais elle offre aux Canadiens des occasions extraordinaires de réflexions depuis longtemps nécessaires sur « la portée de l'imagination », sur la façon de partager la planète.

Même si elle répertorie des vérités difficiles, « il n'y a pas de nous⁷ », Dionne Brand, l'ancienne poète lauréate et récipiendaire du prix du Gouverneur général, a aperçu ce monde meilleur. Sa description de Toronto dans son roman de 2005, *What We All Long For*, pourrait bien faire office du Canada sous un nouveau jour, pour emprunter une phrase de la suffragiste Nellie L. McClung :

« C'est comme ça avec cette ville: vous pouvez vous tenir à un coin de rue tout simple et être emporté dans toutes les directions. Selon la météo, cela peut être facile ou difficile. Si c'est agréable, et l'agréable est tellement relatif, alors les autres langues arrivent dans vos oreilles, en plus du langage de l'air lui-même, qui

peut être froid et humide ou trempé et chaud, et tout cela se résume en une sorte de nouveau vocabulaire. Peu importe qui vous êtes, peu importe la certitude que vous en avez, vous ne pouvez vous empêcher de ressentir l'envie d'être quelqu'un d'autre. »

En 2017, la même politique de possibilité informe d'importantes initiatives créatives, telles que le projet *Remember / Resist / Redraw: A Radical History Project* du *Graphic History Collective*, la campagne de photographie #LOVEISLOVEISLOVE contre l'homophobie et la transphobie d'Adam Zivo et du Centre canadien pour la diversité des genres et de la sexualité, la discussion de mai 2017 à l'Université d'Ottawa intitulée *Rétablir l'islam et le judaïsme au Canada* et l'exposition *Shame and Prejudice* par l'artiste cri K. Monkman⁸ qui a débuté à l'Université de Toronto en janvier 2017. Toutes ces initiatives renvoient les Canadiens à la case zéro nationale.

En bref, lorsque j'observe le Canada, ma vision prend l'espoir, certes parfois fragile, de notre capacité collective à adopter un langage qui étend l'idée et la pratique de l'égalité et du traitement équitable. Bien que ces espoirs attisés ne justifient pas une note de passage pour le Canada 150+, ils permettent de

6 (Durham and London: Duke University Press, 2014), 193. Voir aussi Janet Rogers' « *Bring Your Drum: 50 Years of Indigenous Protest Music* » et « *Has Anything Changed? Revisiting Chief Dan George's Iconic 'Lament for Confederation'* », *CBC Opinion*, 5 mai 2017, <http://www.cbc.ca/2017/has-anything-changed-revisiting-chief-dan-george-s-sonic-lament-for-confederation-1.4079657?cmp=abfb>. Cela contraste nettement avec l'illusion célébrée lors de la commémoration officielle du diffuseur canadien intitulée « *The Story of Us* » (2017), qui a déclenché une volée de critiques. Pour une introduction à la controverse qui en a résulté, voir Cassandra Szklarski, « *Historians and Filmmakers Dissect CBC's Maligned 'The Story of Us'* », *Times Colonist, Canadian Press* (12 avril 2017), <http://www.timescolonist.com/historians-andfilmmakers-dissect-cbc-s-maligned-doc-series-the-story-of-us-1.15132511>

7 Cela contraste nettement avec l'illusion célébrée lors de la commémoration officielle du diffuseur canadien intitulée « *The Story of Us* » (2017), qui a déclenché une volée de critiques. Pour une introduction à la controverse qui en a résulté, voir Cassandra Szklarski, « *Historians and Filmmakers Dissect CBC's Maligned 'The Story of Us'* », *Times Colonist, Canadian Press* (12 avril 2017), <http://www.timescolonist.com/historians-andfilmmakers-dissect-cbc-s-maligned-doc-series-the-story-of-us-1.15132511>

8 Voir le *Graphic History Collective*, <http://graphichistorycollective.com/projects/remember-resist-redraw>; le Centre canadien pour la diversité des genres et de la sexualité, <http://ccgsd-ccdgs.org/love>; *Restoring Canada: Reconsidering Religion and Public Memory*/Restituer le Canada: Repenser la religion et la mémoire collective, <http://artsites.uottawa.ca/restoring-canada/en>; « *Shame and Prejudice art exhibit looks at '150 years of Indigenous experience' in Canada* » CBC (25 janv. 2017), <http://www.cbc.ca/news/indigenous/shame-and-prejudice-art-exhibit1.3950579>

l'évaluer d'une manière qui nous est familière et qui date de nos jours d'étudiants : il présente un abondant potentiel, mais beaucoup plus d'efforts sont requis. Dans ces jours sombres de Trump et Brexit, sans parler d'une foule de conflits et de catastrophes globales, cette vision devrait inspirer tous ceux qui vivent dans le territoire qu'elle appelle le Canada. Nous pouvons faire beaucoup mieux et nous aurons besoin de le faire si on veut que l'humanité et la planète survivent.

LA CULTURE DES DROITS AU CANADA : 50 ANS PLUS TARD

DOMINIQUE CLÉMENT

Dominique Clément est professeur agrégé de sociologie à l'Université de l'Alberta, qu'il a rejoint en 2008. Il est un sociologue historique canadien spécialisé en droit des droits de la personne, en activisme et en mouvements sociaux. Il est professeur adjoint aux départements d'histoire et de littérature classique et d'études en politique de l'éducation à l'Université de l'Alberta. Il est le fondateur et l'auteur de l'Histoire des droits de la personne du Canada, un portail d'enseignement et de recherche sur l'histoire des droits de la personne au Canada

Pendant les célébrations du centenaire du Canada en 1967, une autre célébration, celle-ci moins visible, a eu lieu. La Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont adopté leurs premières lois sur les droits de la personne. À l'exception du *Code des droits de la personne* de l'Ontario en 1961 qui établissait un précédent, ce sont les premiers statuts sur les droits de la personne de l'histoire du Canada. Dans la décennie qui a suivi, toutes les autres provinces ont adopté des lois semblables. Ce fut une véritable révolution dans le droit canadien. La Cour suprême du Canada déclarerait plus tard que ces lois étaient quasi constitutionnelles et parmi les lois les plus fondamentales du pays. À l'aube du 21^e siècle, le Canada avait produit l'un des systèmes juridiques les plus sophistiqués en matière de droits de la personne dans le monde.

La transformation de la culture des droits au Canada au cours des cinquante dernières années est éton-

nante. Une des leçons les plus difficiles à enseigner sur les droits de la personne est que les gens n'ont pas toujours formulé leurs revendications en utilisant le discours des droits. Lorsque les rebelles ont cherché à renverser le règne britannique en 1837-8, ils ont formulé leurs revendications de liberté d'expression et de gouvernement responsable comme étant des «libertés britanniques» plutôt que des droits universels. En 1923, lorsque la *Chinese Consolidated Benevolent Association* a organisé une campagne contre les écoles ségréguées, elle a soutenu que «la ségrégation est contraire à tous les idéaux britanniques de justice et d'égalité». Une telle conception limitée des droits - fondée sur la citoyenneté plutôt que sur l'humanité - explique en partie comment les plus ardents défenseurs de la liberté de l'époque pouvaient dans un même souffle refuser aux femmes le droit de vote ou l'égalité de traitement aux minorités.

L'une des grandes idées fausses de l'histoire du Canada est que ce sont les horreurs de l'Holocauste qui ont incité les Canadiens à adopter les principes universels des droits de la personne. En réalité, le gouvernement fédéral s'est opposé à la Déclaration universelle des droits de l'homme en 1948. La discrimination a continué de faire partie de la vie de nombreux Canadiens, et ce plusieurs décennies après la guerre. La véritable transformation a commencé dans les années entourant le centenaire. Les gouvernements ont commencé à adopter des lois sophistiquées sur les droits de la personne tout en révisant d'autres lois afin de mieux protéger les libertés individuelles. Le gouvernement fédéral a également intégré les droits de la personne en tant que composante de sa politique étrangère. Dans les années 1970, le Canada a imposé des sanctions aux contrevenants aux droits de la personne à l'étranger, a offert des fonds aux organisations internationales de défense des droits de la personne et fut signataire de nombreux traités. Pendant ce temps, les mouvements sociaux consacrés aux droits de la personne

ont proliféré à travers le pays. Il y a eu un niveau de mobilisation et d'activisme sans précédent à la fin des années 1960. Enfin, de nombreuses élites politiques et mouvements sociaux ont commencé à plaider en faveur d'une déclaration constitutionnelle des droits, qui a abouti à la *Charte des droits et libertés* en 1982.

Le développement le plus important, cependant, fut beaucoup plus subtil. En 1967, les droits de la personne étaient devenus langage courant pour formuler des revendications. Une recherche de l'expression «droits de la personne» dans deux grands journaux du pays - le *Toronto Star* et *The Globe and Mail* - démontre l'utilisation minimale de cette expression pendant une bonne partie de leur histoire. À partir des années 1960, cependant, un changement dramatique s'est produit, dans la mesure où il devenait de plus en plus courant de considérer les problèmes sociaux comme des violations des droits de la personne.

FIGURE 1 : THE GLOBE AND MAIL, 1850 À 2009, NOMBRE D'INSTANCES DE L'UTILISATION DE L'EXPRESSION « DROITS DE LA PERSONNE »

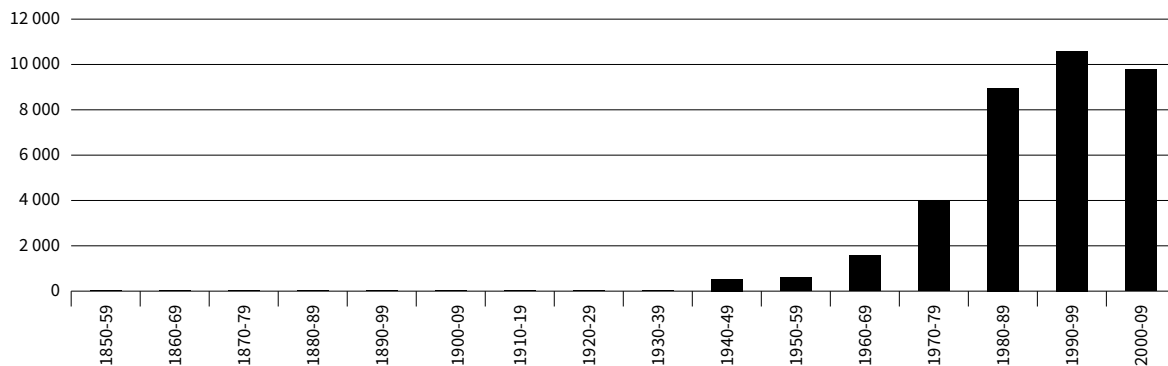
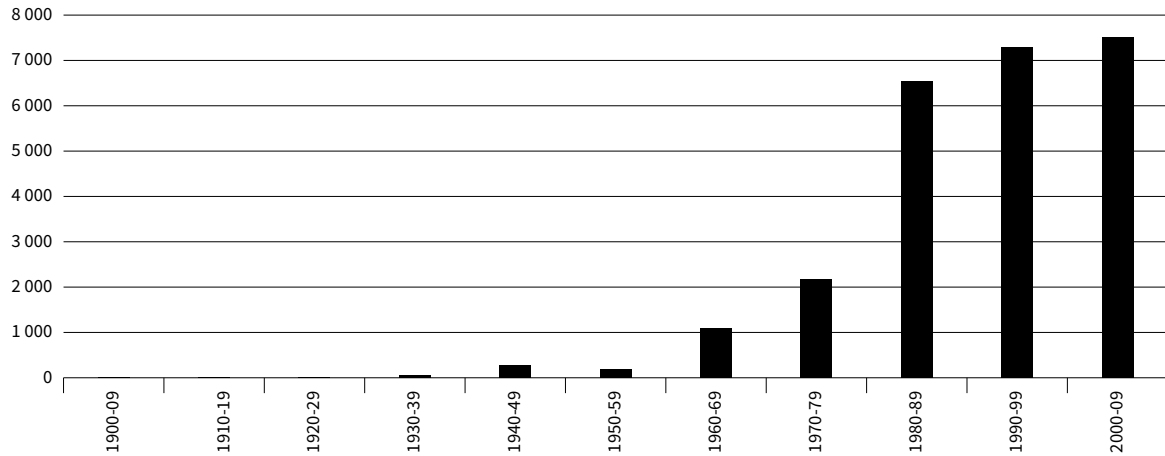


FIGURE 2 : THE TORONTO STAR, 1850 À 2009, NOMBRE D'INSTANCES DE L'UTILISATION DE L'EXPRESSION « DROITS DE LA PERSONNE »



L'omniprésence du « discours sur les droits » s'est depuis manifestée dans presque tous les aspects de la vie canadienne. Les lois anti-discrimination d'origine s'appliquaient uniquement à la race, à la religion et à l'appartenance ethnique. Cinquante ans plus tard, ces lois interdisent la discrimination sur plus d'une douzaine de motifs, de l'orientation sexuelle au statut familial. De même, les lois qui existent depuis plus d'un siècle ont été abrogées parce qu'elles enfreignent le principe des droits de la personne. Au cours des dernières années seulement, la Cour suprême du Canada s'est prononcée contre les lois sur la sollicitation, a reconnu le droit à la négociation collective et a renversé les interdictions sur le suicide assisté. Le discours sur les droits a également transformé la politique. Au cours des audiences parlementaires sur une proposition de loi fédérale sur les droits en 1947 et 1950, la plupart des parlementaires et des organismes communautaires n'ont revendiqué que la reconnaissance du droit à la liberté d'expression, d'association, d'assemblée,

de presse, de religion, d'égalité de traitement et de procédure régulière. En 1980-1, cependant, lors des audiences sur la *Charte des droits et libertés*, on exigeait la reconnaissance constitutionnelle des droits à la langue, l'apprentissage, les soins de santé, l'éducation, le salaire minimum, l'autodétermination, le repos et les loisirs, le travail significatif, l'avortement, la garderie, la mobilité, le regroupement familial, la rétention culturelle et bien plus encore. Plus récemment, lors des audiences à travers le pays en 2009 sur le Musée canadien des droits de la personne, les gens ont identifié un éventail encore plus large d'enjeux en tant que violations des droits de la personne : la perte des systèmes de langue, de culture et de croyance des peuples autochtones ; la pauvreté et la violence à l'égard des femmes ; l'intimidation dans les cours d'écoles ; la dévastation écologique ; le sous-emploi ; l'exclusion sociale ; et plus.

Ce qui est important, c'est que les gens ne

demandent pas de compensations pour ces enjeux sociaux et d'autres. Les gens se mobilisent sur la question de la pauvreté depuis des générations. Au lieu de cela, pour la première fois dans l'histoire, il est maintenant courant que les gens formulent ces enjeux comme enfreignant des droits de la personne fondamentaux.

La transformation de la culture des droits des Canadiens est mise en évidence un peu partout aujourd'hui, des sondages d'opinion aux positions mises de l'avant par les groupes de mobilisation. 70 % des répondants à un sondage de 1960 avaient unanimement convenu que les femmes mariées ne devraient pas avoir de chances égales aux hommes en matière d'emploi. Un sondage de 1968 a demandé si le comportement homosexuel (en privé) devrait être criminalisé : 41% ont répondu oui et 42% ont répondu non. Cependant, dans un sondage effectué en 1982, 69% ont convenu que la discrimination à l'égard des minorités raciales devrait être interdite et 77% ont soutenu l'interdiction de la discrimination fondée sur le sexe. Un sondage de 1999 a révélé qu'une grande majorité de personnes au Québec et au Canada atlantique (plus de 87%, et 75% en Ontario) appuyaient l'inclusion de l'orientation sexuelle dans la législation sur les droits de la personne. Aujourd'hui, des organisations aussi diverses que Greenpeace, B'Nai Brith, le Congrès du travail du Canada, la Conférence des évêques catholiques du Canada, la Coalition ontarienne contre la pauvreté, la Société Elizabeth Fry et le Conseil des Canadiens avec déficiences soutiennent que l'accès au traitement médical, l'accès au logement, l'itinérance, l'exploitation des travailleurs du sexe, l'eau propre, l'autodétermination, la paix, la sécurité, la garde d'enfants, la négociation collective ou la mobilité de la main-d'œuvre consti-

tuent des droits de la personne.

Aussi tard que dans les années 1960, les Canadiens ont formulé des enjeux sociaux tels que la pauvreté ou l'inconduite de la police comme enfreignant des libertés britanniques ou des valeurs chrétiennes. En 2017, cependant, les Canadiens sont plus susceptibles de croire que ces enjeux sociaux enfreignent le principe des droits de la personne universels. Pour beaucoup, c'est une raison de célébrer. Formuler l'enjeu de la pauvreté des enfants sur les réserves des peuples autochtones, comme la Société de soutien à l'enfance et à la famille des premières nations du Canada a réussi à le faire devant le Tribunal canadien des droits de la personne, est une stratégie visant à faire pression sur les gouvernements récalcitrants afin qu'ils agissent sur des problèmes sociaux urgents.

D'autres, cependant, craignent que les commissions des droits de la personne ne deviennent des forums servant à élaborer des politiques sociales. En outre, plusieurs implications sont à prendre en compte lorsque l'on formule un large éventail de revendications comme étant des droits de la personne. Les droits de la personne sont un discours absolu : ce sont des principes non négociables. Formuler des revendications comme étant des droits de la personne place ces dernières au-dessus des considérations pragmatiques de l'élaboration des politiques. On formule de ce fait l'enjeu en termes clairs et, par conséquent, on limite toute possibilité de compromis. Mais les ressources, comme les fonds pour l'éducation ou la santé, ne sont pas illimitées. L'élaboration de politiques requiert des compromis. Formuler des enjeux tels que le financement pour des étudiants handicapés ou la pauvreté sur les réserves des Autochtones comme étant des droits

de la personne ouvre la voie à un conflit entre les acteurs sociaux qui ont compris leurs revendications comme étant des droits non négociables. Cela justifie également que les gouvernements refusent les ressources nécessaires à ceux qui en ont besoin en insistant sur le respect des droits de la personne des autres. Et il y a des conséquences imprévues à encourager les gens à formuler toutes leurs revendications comme étant des droits de la personne. Un juge de l'Ontario a statué en 2014 que les Autochtones avaient un « droit constitutionnellement protégé de continuer la pratique de leur médecine traditionnelle ». Le juge a permis à une mère de retirer sa fille autochtone de 11 ans souffrant de leucémie du programme de traitements en chimiothérapie et de la placer dans un centre de guérison holistique en Floride.

Pour la plupart des Canadiens, les célébrations du centenaire et l'Expo 67 ont symbolisé l'atteinte de la maturité pour le pays et l'affirmation de sa place sur la scène mondiale. La transformation de la culture des droits au Canada à ce moment était tout aussi symbolique d'un nouvel engagement avec le monde. Pour la première fois dans l'histoire, la plupart des Canadiens utilisaient le discours des droits de la personne pour formuler leurs revendications plutôt que la notion plus restreinte des libertés britanniques. Les développements post-1967 ont constitué un changement étonnant pour un pays qui, jusqu'alors, n'avait pas de mouvement pour les droits de la personne, aucune loi sur les droits de la personne, aucune préoccupation pour les violations des droits de la personne à l'étranger et s'opposait à la Déclaration universelle des droits de l'homme. La génération émergeant des célébrations du centenaire et de l'Expo 67 a permis de redéfinir le Canada en tant que leader mondial de la

promotion des droits de la personne à l'étranger. Ce fut, bien entendu, une révolution imparfaite qui n'a pas fonctionné pour bon nombre de personnes. La pauvreté infantile demeure répandue, les femmes font encore face à la discrimination et les Autochtones se classent en dernier dans presque toutes les études portant sur l'égalité sociale. Pourtant, c'était une véritable révolution qui a touché presque tous les aspects de la vie des Canadiens.

UNE IDENTITÉ ET UN VISAGE TOUJOURS CHANGEANTS

NELSON WISEMAN

Nelson Wiseman est directeur du Programme d'études canadiennes et professeur de science politique à l'Université de Toronto.

Le sentiment que le Canada arrivait à maturité sur la scène mondiale lors des célébrations du centenaire du pays en 1967 était palpable. L'Expo 67 a accueilli le monde et le monde a vu le Canada d'une nouvelle manière. Avec son nouveau drapeau sans l'Union Jack, les visiteurs étrangers voyaient le Canada se défaire des vestiges de son passé colonial britannique. L'hôte de l'exposition, Montréal, était la métropole biculturelle animée du Canada. Les exigences de formalité de la *Britishness* des Britanniques s'évaporaient et le pouvoir de la Grande-Bretagne à l'échelle internationale continuait à diminuer. Néanmoins, les personnes d'origine britannique continuaient de régner sur les hiérarchies politique, économique et sociale¹.

Tout aussi important en 1967, l'introduction d'une politique d'immigration libéralisée a permis aux

gens du monde entier de bénéficier de l'égalité des chances d'admission. Les immigrants n'étaient plus identifiés par leurs origines ethniques, mais par leur éducation, leurs compétences professionnelles et leur langue. Cela a ouvert la porte du Canada pour de nombreux Asiatiques professionnels et qualifiés ainsi que d'autres de nombreux pays et cultures.

Au cours des célébrations du centenaire, une Commission royale a reconnu et fait la promotion du bilinguisme et du biculturalisme. En même temps, les enfants et les petits-enfants issus de la vague d'immigrants européens du début du 20^e siècle se sont libérés de leurs identités persistantes du vieux continent en s'identifiant, en se mêlant et en s'assimilant largement dans le groupe anglophone d'un monde post-Holocauste accordant de plus en plus d'importance aux droits individuels. Le concept de

1 JOHN PORTER, *The Vertical Mosaic: An Analysis of Social Class and Power in Canada* (Toronto: University of Toronto Press, 1965).

«partenariat égal» entre les deux peuples fondateurs, les Britanniques et les Français, imprégnait la pensée du gouvernement fédéral.

D'autres qui s'étaient installés au pays au cours du siècle étaient mécontents de leur statut de seconde classe. J. B. Rudnyckyj, un folkloriste né en Galice et membre de la Commission du bilinguisme et du biculturalisme, a souligné l'importance de reconnaître les besoins et les contributions d'autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada au-delà de ceux qui parlent les «deux langues coloniales»².

Cela a rapidement mené à une politique multiculturelle en 1971, la première au monde. Elle représentait une forme de «multiculturalisme libéral», la conviction que la reconnaissance et l'accommodement de la diversité ethnique renforcent les institutions démocratiques et diminuent les hiérarchies ethniques, tout en élargissant la portée des libertés et des droits de la personne³.

La conscience officielle et publique des peuples autochtones du Canada est restée marginale; ni le cadre biculturel ni le cadre multiculturel ne les incluait. Un livre blanc du gouvernement en 1969 qui proposait leur assimilation par la rejection de la Loi sur les Indiens a provoqué un contrecoup. Une vague d'activisme autochtone a commencé avec un livre rouge et l'affirmation que les peuples autochtones détenaient toujours des titres ancestraux. La recherche académique, une constitution

canadienne révisée en 1982, et les décisions judiciaires ont renforcé le statut juridique des peuples autochtones.

La nouvelle constitution a enraciné le bilinguisme officiel et a ordonné au pouvoir judiciaire d'interpréter les droits individuels et collectifs nouvellement consacrés de manière compatible avec la préservation et l'amélioration du patrimoine multiculturel du pays. Le Parti réformiste, qui a vu le jour en 1987 et est devenu le deuxième plus grand parti au Parlement en 1997, a ridiculisé la conception du Canada mise de l'avant par la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme du Canada comme étant injuste pour la grande majorité des Canadiens unilingues. Il a également promis d'éliminer le financement des programmes de multiculturalisme et d'abolir le Ministère du multiculturalisme, créé en 1984, qui les administrait. D'autres ont critiqué le multiculturalisme comme étant une politique erronée qui avait divisé les Canadiens. Ils ont soutenu que les groupes multiculturels encouragés à souligner plutôt que minimiser leurs «tribalismes» mettaient le Canada en danger de balkanisation ethnique⁴. De nombreux Québécois ont estimé que la politique du multiculturalisme était une imposition du Canada anglais qui réduisait le statut du biculturalisme et affaiblissait la capacité du Québec de protéger son caractère distinctif. À leur avis, l'hypothèse sous-jacente du multiculturalisme était qu'il n'y a pas de cultures primaires, simplement de multiples cultures de valeur et de statut égaux. Les Québécois ont proposé l'«interculturalisme» comme

2 Canada, *Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism*, Book I: The Official Languages (1967), pp. 155-169.

3 WILL KYMLICKA, *Multicultural Odysseys: Navigating the New International Politics of Diversity* (Oxford: Oxford University Press, 2007).

4 Reform Party of Canada, *Principles and Policies* (Blue Book) (n.p., 1991), pp. 33-34.

alternative, où l'on prendrait pour acquis la centralité de la culture francophone du Québec et intégrerait d'autres minorités dans cette culture publique commune⁵. Ce modèle combine la sensibilité du multiculturalisme à la diversité avec une sensibilité laïciste aux droits universels. L'interculturalisme n'est pas tant une question de différence dans les politiques que dans le récit et l'identité; il s'agit de l'association continue d'un peuple francophone dans une communauté historiquement stable⁶.

Le recensement de 1996 a souligné la nouvelle réalité de la société multiculturelle du Canada. Pour la première fois, seule une minorité de la population immigrante est née en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays européens⁷. En 1970, les deux principaux pays d'origine des immigrants étaient le Royaume-Uni et les États-Unis. Seulement trois des dix premiers pays source d'immigrants - les Antilles, l'Inde et la Chine - étaient non-traditionnels. En 2010, sept des dix principaux pays d'origine étaient non traditionnels, les Philippines en tête de liste. Les gouvernements canadiens ont également commencé à considérer le multiculturalisme comme une ressource économique, en tirant parti de la connaissance et de l'expérience des immigrants pour attirer les investissements étrangers et amé-

liorer le commerce avec les pays d'origine des immigrants.

Au fur et à mesure que la société canadienne devenait plus laïque, polyethnique et religieusement diverse, les pratiques culturelles étrangères ont émergé comme enjeu politique. Lors de l'élection fédérale de 2015, le parti gouvernemental a fait campagne contre les « pratiques culturelles barbares » (comme si les meurtres commis pour l'honneur et les mutilations génitales féminines étaient des pratiques courantes chez certains groupes d'immigrants) et contre les femmes portant un niqab lors des cérémonies de citoyenneté⁸. Cependant, les attitudes à l'égard des contributions des immigrants qui introduisent de nouvelles idées et cultures sont plus positives que dans d'autres pays occidentaux; un nombre décroissant de Canadiens affirment qu'il y a « trop d'immigrants »⁹.

Au cours de cette année du 150^e, un autre gouvernement fédéral a refaçonné les traits de la diversité et de l'inclusion en mettant en place un comité du Cabinet sur la diversité et l'inclusion, chargé d'améliorer le statut économique des immigrants, de promouvoir la diversité, le multiculturalisme et la dualité linguistique, et d'améliorer les relations avec les peuples autochtones¹⁰. L'appellation du

5 Par exemple, NEIL BISSONDATH, *Selling Illusions: The Cult of Multiculturalism in Canada* (Toronto: Penguin 1994), et REGINALD W. BIBBY, *Mosaic Madness: The Poverty and Potential of Life in Canada* (Toronto: Stoddart, 1990).

6 GÉRARD BOUCHARD, « What is Interculturalism ? » *McGill Law Journal*, vol. 56, no. 2 (2011), pp. 435-468.

7 CHARLES TAYLOR, « Interculturalism or Multiculturalism ? » *Philosophy & Social Criticism*, vol. 38 no. 4-5 (May 2012), pp. 413-423.

8 Statistique Canada, « 1996 Census: Immigration and citizenship », *The Daily*, Nov. 4, 1997, <http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/971104/dq971104-eng.htm>

9 Parti conservateur du Canada, « Protect our Economy: Our Conservative Plan to Protect the Economy » (2015), p. 116.

10 JACK JEDWAB, « Receiving and Giving: How Does the Canadian Public Feel about Immigration and Integration ? » In John Biles, Meyer Burstein, et James Frideres, eds., *Immigration and Integration in Canada in the Twenty-first Century* (Kingston: Queen's University School of Policy Studies, 2008), pp. 214 et 222.

ministère responsable, « Immigration, Réfugiés et Citoyenneté », est en contraste avec l'appellation du Département de l'Immigration et de la Colonisation, qui a existé de 1917 à 1936, plusieurs décennies après l'occurrence de la colonisation, qui s'est effectuée en grande partie au détriment des peuples autochtones et à un moment où la politique et l'opinion publique n'étaient pas favorables aux réfugiés et aux minorités non européennes.

En 1967, le ministère des Affaires indiennes contrôlait la vie de la plupart des peuples autochtones. Créé en 1876, il a miné les langues et cultures autochtones dans la poursuite d'un modèle imaginaire d'intégrité civilisationnelle homogène. Aujourd'hui, en 2017, un ministère des Services autochtones travaille à combler les lacunes socioéconomiques entre les Canadiens autochtones et non autochtones et un autre ministère des Relations entre l'État et la Couronne vise à apporter des « changements fondamentaux aux lois, politiques et pratiques opérationnelles fondées sur la reconnaissance des droits des peuples autochtones et promouvoir leur autodétermination et leur autonomie gouvernementale »¹².

Les décennies intermédiaires entre 1967 et 2017 ont été marquées par un exode commercial et anglophone de Montréal et un plus grand nombre de groupes de minorités visibles sont arrivés en tant qu'immigrants ; ils représentaient près de 80% des immigrants entre 2006 et 2011 et représentent maintenant plus de 20% de la population, transformant par le fait même les villes de Toronto et

de Vancouver. Ces groupes seront d'ailleurs bientôt majoritaires dans ces villes. La diversité des immigrants des dernières décennies a reconfiguré le sens de l'identité nationale pour les Canadiens établis. Cependant, la présence des Français et des peuples autochtones fait du Canada un état multinational autant que polyethnique.

La mosaïque verticale qu'était le Canada en 1967 n'a pas été bouleversée, mais la nomination de deux réfugiés de Chine et d'Haïti au poste de gouverneur-général, un ministre de la Justice membres des Premières Nations, un sikh portant le turban comme ministre de la Défense et un Ismaili comme maire de Calgary attestent d'une plus grande ouverture de l'élite politique envers les Canadiens non britanniques, non français et autochtones. La construction et la reconstruction de la société canadienne ont fait que l'identité nationale a toujours été provisoire, continue d'évoluer, devenant significativement différente des images des groupes fondateurs français et britanniques.

11 Canada, « Cabinet Committee Mandates and Membership », 12 mai 2017, <http://pm.gc.ca/eng/cabinet-committee-mandate-and-membership>

12 « New Ministers to support the renewed relationship with Indigenous Peoples » 28 août 2017, <http://pm.gc.ca/eng/news/2017/08/28/new-ministers-support-renewed-relationship-indigenous-peoples>

UN CANADA INESPÉRÉ

JEAN-PHILIPPE WARREN

Jean-Philippe Warren est professeur de sociologie à l'Université Concordia à Montréal et est diplômé de l'Université Laval, de l'Université de Montréal et de l'École Normale Supérieure de Paris. L'histoire des sciences sociales, des mouvements sociaux, des peuples autochtones et de l'Église catholique lui sont particulièrement intéressants. Il a écrit des études sur le sociologue québécois Fernand Dumont, le peintre Paul-Émile Borduas et Honoré Beaugrand.

Dans un article désormais classique, publié en 1936, Robert K. Merton avait jeté les bases d'une étude sociologique des conséquences non prévues de l'action sociale¹. Sa définition n'incluait aucun jugement de valeur, de telles conséquences inattendues pouvant être bonnes ou mauvaises selon le point de vue de chacun. La difficulté d'une telle étude consistait toutefois à retracer avec un minimum d'assurance le fil qui reliait dans le temps des causes à leurs effets, les actions humaines étant rarement suffisamment univoques pour se résoudre à un simple jeu d'action-réaction. Mais l'article de Merton visait justement à rappeler à quel point les trajectoires sociales des individus et des groupes demeurent imprévisibles, les intentions des acteurs ne rejoignant pas toujours leurs buts à travers les méandres des déterminismes sociaux.

Il est tentant de voir dans l'expérience canadienne une illustration particulièrement patente de la théorie de Merton. Le Canada est entre autres devenu ce qu'il est parce que les volontés affichées de ses leaders non seulement ne se sont pas réalisées, mais ont pris des tournures contraires à celles-ci. En d'autres mots, le Canada est un bel exemple du proverbe qui dit que l'on doit se méfier de ce que l'on souhaite. Seulement, les effets pervers et les événements involontaires qui parsèment son histoire ont ceci de singulier d'avoir été recyclés dans la rhétorique nationale contemporaine et de faire désormais partie du grand récit canadien. Nous célébrons en 2017 un Canada qui n'aurait jamais dû être!

Dans ce trop bref article, j'ai choisi de me concentrer sur quatre exemples: la Conquête de 1760, l'Acte d'union de 1840, la Loi 101 de 1977 et la persistance

1 MERTON, ROBERT K. "The Unanticipated Consequences of Purposive Social Action." *American Sociological Review*, vol. 1, no. 6, 1936, pp. 894-904.

d'un courant nationaliste ethnique après le référendum de 1995. À chaque fois, comme on le verra, ce que l'événement ou l'action en question devait provoquer a tourné court, et ce qu'il devait prévenir est finalement survenu. Cet effort d'analyse, je tiens à le souligner d'emblée, ne devrait pas servir à nourrir l'idéologie réactionnaire qui dénonce les effets pervers, la futilité et les dangers des projets de transformation de l'ordre social², mais uniquement nous amener à mieux comprendre comment l'histoire, loin d'être une marche rectiligne et parfaitement planifiée, suit d'imprévisibles boucles et des lacets.

QUATRE TRAHISONS DE L'HISTOIRE

La Conquête de 1760 devait terminer une fois pour toutes les « French and Indians wars » et assurer, pour l'Empire britannique d'Amérique du Nord hors Mexique, la constitution d'une aire hégémonique. Le problème, c'est que la fin de la menace française, loin d'assurer à cet empire un contrôle plus strict sur le continent, a nourri les velléités d'indépendances des treize colonies américaines, qui avaient jusque-là dépendu de l'Angleterre pour leur protection. Les Américains commencèrent à se plaindre des taxes levées pour rembourser les dépenses considérables occasionnées par la Guerre de Sept ans. À peine seize ans plus tard, la Déclaration d'indépendance des États-Unis d'Amérique était adoptée par les délégués réunis à Philadelphie.

L'Acte d'Union de 1840 reprenait l'une des principales recommandations de Lord Durham, lequel avait suggéré d'unir les deux groupes « anglais » et « français » dans une même entité politique afin de faciliter et accélérer l'assimilation de ces derniers.

Le déséquilibre démographique jouait cependant à l'avantage des Canadiens de langue française et il fut donc décidé que chacune des deux anciennes colonies, Bas-Canada et Haut-Canada, recevrait un nombre égal de sièges à la chambre des représentants du Canada-Uni. La croissance démographique fulgurante du Haut-Canada renversa presque aussitôt le rapport de force, et ce furent par conséquent les Canadiens de langue française qui se virent en définitive protéger par la nouvelle structure politique. Vingt-cinq plus tard, lors des discussions constitutionnelles devant mener à l'AANB, George Brown ne pouvait que s'étonner de l'impulsion donnée par l'Acte d'Union à la dynamique politique de la colonie : « The scene presented by this chamber at this moment, I venture to affirm, has few parallels in history. [...] here sit to-day the descendants of the victors and the vanquished in the fight of 1759, with all the differences of language, religion, civil law and social habit, nearly as distinctly marked as they were a century ago. Here we sit to-day seeking amicably to find a remedy for constitutional evils and injustice complained of—by the vanquished? No, but complained of by the conquerors! Here sit the representatives of the British population claiming justice—only justice; and here sit the representatives of the French population, discussing in the French tongue whether we shall have it. » L'Acte d'Union devait écraser les Canadiens de langue française ; il leur donna plutôt un incroyable rapport de force.

Pour ses concepteurs, la loi 101 n'avait pas seulement pour objectif de rendre au Québec, et à Montréal en particulier, son visage français, mais elle devait aussi redonner au peuple québécois sa fierté. Plus

2 ALFRED HIRSCHMAN, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.

encore, elle devait être, aux yeux du ministre d'État au Développement culturel et psychiatre, Camille Laurin, « une psychothérapie collective ». « Le temps, disait Laurin, est venu de cesser de penser notre avenir en termes de timide survivance, de retrouver le sens de notre vraie grandeur : celle de participer de plein droit à l'une des grandes expressions linguistiques et culturelles de ce vaste monde dont, à partir du Québec, nous sommes les citoyens ». ³ Elle était donc une étape préliminaire dans la longue lutte de libération entreprise par les Québécois francophones et devait injecter la dose de confiance en soi nécessaire à la réalisation de l'indépendance du Québec. La Charte de langue française, selon Laurin, renversait « le cours de notre histoire » et faisait en sorte que le peuple québécois pouvait de « se sentir enfin pleinement chez lui ». « Dans un Québec désormais et pour toujours français, continuait-il, il est logique de prévoir d'autres reprises en main, d'autres appropriations et d'autres bonds en avant », parmi lesquelles, bien entendu, on retrouvait la « souveraineté politique ». Pourtant, force est de conclure que la Loi 101 a plutôt émué les craintes linguistiques des francophones et facilité leur acceptation d'un cadre législatif fédéral qui ne les empêchait pas de s'épanouir dans leur langue. C'est ainsi que Stéphane Dion a pu parler de la Loi 101 comme « d'une grande loi canadienne ».

Après le référendum de 1995, des nationalistes québécois francophones continuèrent à vouloir instiller dans le souverainisme une certaine part d'ethnicité. À l'encontre des politiques multicultur-

turelles du gouvernement fédéral, ni plus ni moins assimilées à une machine de guerre mise en marche pour détruire le nationalisme québécois en extirpant ses racines mémorielles, on cherchait à placer le devenir québécois sur un horizon de sens collectif qui dépasserait les cadres juridico-légaux. Jacques Beauchemin fut l'une des principales voix qui soutinrent la nécessité, pour un peuple, de ne pas briser le fil qui le relie à ce qu'il n'hésitait pas à appeler un « destin ». « Ce qui s'estompe, écrivait-il, c'est une représentation de la communauté politique dans laquelle le statut de la majorité franco-québécoise s'était affirmé sans détour ». ⁴ Or, par une ironie dont l'histoire est friande, ces prises de position contribuèrent à solidifier *a contrario* l'appui au multiculturalisme, vu par plusieurs comme une réponse aux crispations identitaires des nationalistes conservateurs. « *What happened in Canada in the 1990s is best described as a conditionally inclusive form of socioethnic leveraging leading to pluralist group formation/formation of a multicultural national identity. By framing all French Canadians as Québécois nationalists, and by portraying this nationalism as outdated and ethnically oppressive, in dominant (media) discourses the image of 'Québec' is used as an undesirable contrast to a modern, cosmopolitan Canada where individuals of all ethnic and religious backgrounds can trade their talents for membership in the multicultural nation.* » ⁵ Alors que l'idéologie du multiculturalisme était en baisse un peu partout ailleurs (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni), la présence d'un nationalisme ethnique fort au Québec a paradoxalement garanti le maintien d'un haut niveau de

3 CAMILLE LAURIN, cité dans Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, p. 124-125

4 JACQUES BEAUCHEMIN, *La souveraineté en héritage*, Montréal, Boréal, 2015, p. 38.

5 ELKE WINTER, "Rethinking Multiculturalism After its 'Retreat': Lessons From Canada", *American Behavioral Scientist* 59(6), p. 651.

popularité pour le multiculturalisme au Canada.

CONCLUSION

J'aurais pu donner bien d'autres exemples de conséquences inattendues dans l'histoire canadienne⁶. Ce qu'il faut retenir ici, c'est que le Canada tel que nous le connaissons et célébrons en 2017 n'est pas seulement le fruit de décisions éclairées et finement calculées. Son développement a connu une multitude de détours imprévus dont on aurait tort de sous-estimer la portée. Ce qu'on voudrait célébrer comme la concrétisation des rêves de ses fondateurs est en vérité en partie le résultat du hasard et de la chance, tant il est vrai que ce qui s'est réalisé a parfois très peu à voir avec ce qui avait été imaginé au départ. En jouant sur les mots, on pourrait dire que le Canada est un pays... inespéré!

6 Ainsi la Loi sur les Indiens de 1876 qui devait encourager l'assimilation des Amérindiens a eu pour effet de les enfermer dans une camisole de force législative qui a racialisé leur appartenance culturelle et les a radicalement isolés du reste de la société canadienne.

50 ANS DE CULTURE CANADIENNE : LES RACINES DE NOTRE MODÈLE ET LA NOUVELLE MENACE

VICTOR RABINOVITCH

Victor Rabinovitch a été pendant 11 ans le PDG du Musée canadien des civilisations (maintenant le Musée d'histoire) et du Musée de la guerre. Auparavant, il était le haut responsable de la politique et des programmes culturels au ministère du Patrimoine canadien. Il est un *fellow* de la Queens University School for Policy Studies.

LES DÉBUTS

En examinant les 50 dernières années, on peut constater que le paysage culturel du Canada a beaucoup changé. Il est tentant d'appeler ces changements «révolutionnaires» en raison de leurs immenses répercussions sur l'identité nationale, l'expression créative et les communications. Si ce terme semble trop ambitieux, contentons-nous du terme «transformateur». Dans les années 1960, notre pays avait une capacité limitée à créer des produits culturels à grande échelle tels que des longs métrages, de la musique enregistrée, des livres et du théâtre professionnel. Il n'y avait essentiellement pas de politiques ou de programmes visant à promouvoir une présence canadienne dans les industries culturelles mondiales. Le Canada n'était pas tout de même pas un désert culturel, quoique ce soit probablement le sentiment qu'on avait, surtout à l'extérieur des principales villes métropolitaines.

Mais ce sentiment était trompeur. Les facteurs politiques et sociaux qui ont propulsé la «révolution culturelle canadienne» étaient en fait en train de prendre des forces; ils allaient avoir au final une influence considérable dans les prochaines décennies. Plusieurs initiatives importantes ont commencé dans la période suivant la Seconde Guerre mondiale, notamment la vision culturelle moderne énoncée dans le Rapport de la Commission royale sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences, publié en 1951. La Commission Massey (qui portait le nom de son président, Vincent Massey) a mené à la fondation de la Bibliothèque nationale du Canada (en 1953) et au Conseil des Arts du Canada (en 1957) pour soutenir les arts créatifs, les sciences sociales et les sciences humaines.

À l'aube du centenaire en 1967, une poignée d'institutions culturelles énergétiques avaient déjà pris racine. Le Conseil des Arts, vieux de dix ans, fai-

sait déjà figure d'autorité en termes du financement des arts au niveau national. Le Festival de Stratford venait de célébrer son 14^{ème} anniversaire. Le Manitoba Theatre Centre avait maintenant neuf ans. À Montréal, deux sociétés nées dans les années 1950, le Théâtre du Rideau Vert et le Théâtre du Nouveau Monde avaient réussi à stabiliser le théâtre francophone, créant ainsi une demande pour l'École nationale de théâtre nouvellement formée. Trois compagnies de ballet étaient en opération (à Winnipeg, à Toronto et à Montréal). Un petit nombre d'auteurs en anglais et en français avaient été récompensés et reconnus. La mission de l'Office national du film, le seul producteur de films important du Canada, avait évolué d'un outil de propagande en temps de guerre à la production d'animation, de documentaires et de longs métrages.

La CBC et Radio-Canada étaient omniprésents en 1967. Elles étaient les seules options pour la radiodiffusion en direct et enregistrée. La nouvelle technologie de la télévision dominait déjà la culture et le divertissement. Les comédiens et auteurs pour le petit écran étaient des noms bien de chez nous : Juliette, Norman DePoe et Patrick Watson ou, du côté francophone, René Lévesque, Denise Pelletier et Roger Lemelin.

La télévision privée au Canada en était encore à ses balbutiements. En 1967, le réseau CTV offrait seulement un minimum de couverture et de programmation, principalement américaines, parmi ses stations membres. Le réseau TVA en langue française n'était qu'un arrangement informel entre trois stations au Québec. La radio privée, en particulier en anglais, était dominée par la musique enregistrée américaine présentée par les DJ canadiens et soutenue par la publicité locale : c'était une activité lucrative.

La période autour de 1967 se distingue par son optimisme. Le Canada a fait une contribution exceptionnelle à la victoire lors de la Seconde Guerre mondiale, et en est sorti avec un esprit d'action renforcé. Combiné à des changements économiques et démographiques importants, notre système politique est devenu à la fois plus militant et nationaliste, ce qui s'est traduit par une série de nouvelles politiques sociales. Le Régime de pensions du Canada, la Sécurité de la vieillesse, l'assurance-maladie et le drapeau à la feuille d'érable ont injecté un esprit progressif dans les symboles de la nation. Les initiatives culturelles en ont fait partie, avec la création d'un organisme national de réglementation de la radiodiffusion (CRTC), d'une agence nationale de développement cinématographique (Téléfilm) et de l'adoption de mesures fiscales pour protéger les revenus publicitaires dans les journaux, les revues et la radiodiffusion.

À travers le pays, il y a eu un vaste menu de projets pour marquer l'année du centenaire, culminant par l'énorme succès de l'Expo 67 de Montréal. En termes culturels, l'Expo était bien plus qu'un spectacle de divertissement. Un nouveau visage de l'identité canadienne a été forgé par la qualité des expositions à thème canadien, l'éclat de l'expérience immersive du « Labyrinth » de l'Office national du film, la visite du pays à 360 degrés de Bell Canada, en plus de nombreuses expositions provinciales. Les projets du centenaire ont considérablement élargi la capacité de performance culturelle du Canada. Les résultats ont été à couper le souffle et, 50 ans plus tard, ils demeurent pierres angulaires pour plusieurs villes à travers le pays : le Centre national des Arts d'Ottawa, le Musée provincial à Edmonton (maintenant le RAM), le Musée de Vancouver, les centres artistiques à Londres, Saskatoon, Winnipeg,

Charlottetown et St. John's, en plus de nombreuses bibliothèques locales ainsi que le Grand Théâtre à Québec (qui a ouvert ses portes en 1972).

Mais les célébrations de 1967 ont rapidement donné du souffle aux conflits mijotants entre le Canada français et le Canada anglais. Le travail détaillé de la Commission royale sur le bilinguisme et le biculturalisme mise en place en 1963 a confirmé qu'il y avait discrimination systémique contre les francophones et la langue française. Les recommandations de la « Commission B et B » ont finalement remodelé la façon dont le Canada anglais percevait les communautés francophones et les droits linguistiques. Cela a également entraîné un changement profond de notre perception de l'appartenance ethnique et de l'identité. Cela a été pris en compte dans les mots du Premier ministre P-E Trudeau en octobre 1971, lorsqu'il a affirmé que le Canada promouvrait officiellement « une politique de multiculturalisme dans un cadre bilingue ».

Les disputes qui ont pris le devant de la scène après 1967 ont défini le pays pour les trente prochaines années - littéralement pour une génération entière. Alors que nous nous concentrons souvent sur leurs dimensions constitutionnelles et économiques, ces conflits avaient à leur cœur deux questions culturelles. Tout d'abord, comment mieux conserver et élargir la portée du fait français du Canada, sa langue, son histoire et sa culture? Deuxièmement, comment l'identité des autres peuples du Canada, avec leurs propres voix et espaces, pourrait-elle être protégée et promue?

La politique et les arts sont étroitement liés, une vérité fondamentale qui explique et justifie l'utilisation du pouvoir de l'État pour protéger les symboles

nationaux, les droits linguistiques et les voix culturelles. Mais tout comme la politique peut être utilisée pour promouvoir les arts, elle peut aussi leur faire ombrage. La dynamique tendue entre Ottawa et Québec a mis au défi les artistes et le grand public. C'est toujours le cas. Tout chef politique contemporain qui ne comprend pas cette dynamique ne découvrira que trop rapidement qu'il s'agit du « troisième chemin de fer » de la vie publique canadienne (comme Stephen Harper l'a appris au Québec lors de la campagne électorale de 2008).

UN MODÈLE FAIT MAISON

Contre cette toile de fond parfois tendue, un modèle culturel canadien unique a pris forme au cours des années. Je décris cela comme un « modèle culturel affirmatif » qui utilise le pouvoir de l'État et la créativité privée pour promouvoir l'expression, la production et la distribution. Le pouvoir de l'État se manifeste par une combinaison d'incitations prudentes, de politiques de mise en valeur et de restrictions réglementaires, liées à des mesures fédérales et des initiatives provinciales complémentaires (parfois concurrentes).

Les outils interventionnistes déployés dans ce modèle affirmatif sont devenus plus sophistiqués avec le temps. Ils comprennent: un financement stable pour le Conseil des Arts du Canada, axé sur les artistes individuels ou les groupes artistiques; un financement de capital pour les lieux de présentation; le financement des écoles nationales de formation artistique; des règlements sur le contenu canadien (quotas) pour la radio et la télévision; des exigences de permis de radiodiffusion afin d'équilibrer différents genres de contenu; des règles de distribution et de propriété, ainsi que des crédits de

financement et d'impôt pour les films, les livres, les magazines et la musique enregistrée; et un soutien aux projets muséaux.

Beaucoup de ces activités culturelles sont directement administrées par les ministères ou par les organismes de la Couronne qui agissent en tant que régulateurs, créateurs et distributeurs de contenu et de services. Il s'agit notamment de la SRC, du CRTC, du Conseil des Arts du Canada, du Commissaire aux langues officielles, de la Commission du droit d'auteur, de Téléfilm, de l'Office national du film, des musées nationaux et de Bibliothèque et archives. Les provinces ont des organismes culturels similaires.

Six éléments principaux définissent le modèle affirmatif de la culture. Ceux-ci sont :

1. La promotion des choix de contenu canadien par des mesures qui encouragent les artistes, les auteurs, les artistes interprètes et les producteurs;
2. Le respect de la liberté d'expression et du choix culturel (y compris les choix étrangers);
3. L'accès aux choix canadiens pour assurer la présence de contenu culturel canadien dans le système de distribution;
4. L'utilisation d'un large éventail d'outils pour soutenir le contenu canadien, comme le financement direct, les règlements et les permis et avantages fiscaux;
5. La promotion de partenariats entre différents niveaux de gouvernement et entre les intérêts privés, publics, internationaux et à but non lucratif;

6. La préservation du patrimoine culturel par des institutions désignées, des lois et des mesures fiscales.

Les arts et la culture constituent un vaste écosystème, avec un continuum d'activités, à commencer par la créativité individuelle et la poursuite de la production, de la distribution et du marketing jusqu'à la consommation, la mémoire et la récupération. Les interventions par des initiatives publiques et privées se déroulent à plusieurs reprises dans ce continuum. L'objectif principal est la promotion et la protection de «voix canadiennes, choix canadiens» (selon un document du gouvernement de 1988). Ce n'est ni «protectionniste» ni «restrictif», car le Canada demeure exceptionnellement ouvert aux produits culturels étrangers.

Où sommes-nous rendus depuis les années 1960? Des comparaisons simples sur 50 ans ne sont pas possibles car des données détaillées et cohérentes sur la culture ont commencé à être collectées que dans les années 1990. Cependant, nous avons un bon aperçu des dernières années, et les chiffres sont impressionnants. Voici quelques faits saillants signalés par Statistique Canada («Mesurer les impacts économiques de la culture - 2014»):

- Il y avait 703 900 personnes occupant des emplois culturels en 2010 (soit 4% des emplois dans l'économie).
- La contribution au PIB direct des industries culturelles était de 53,2 milliards de dollars (soit 3,4% du PIB total).
- En termes comparatifs, la contribution des industries artistiques et culturelles au PIB

représente plus du double de la contribution totale combinée de l'agriculture, de la pêche, de la foresterie et de la chasse.

Aujourd'hui, les programmes fédéraux, ainsi que les programmes municipaux et provinciaux, visent une gamme complète de secteurs culturels. Des programmes pour les langues officielles et les événements multiculturels, ainsi que de nouvelles initiatives axées sur les expressions autochtones, élargissent les possibilités de mise en valeur de la culture. Certains faits saillants de 2014 à 15 (rapportés par le ministère du Patrimoine canadien) fournissent un échantillon de ce qui se passe :

- Dans l'édition de livres, les entreprises canadiennes ont publié environ 80% de tous les livres d'auteurs canadiens et représentaient environ 60% du total des ventes intérieures. Le fonds comptable géré par le ministère fédéral a soutenu 6 439 ouvrages canadiens.
- Dans l'industrie de la musique, les sociétés canadiennes ont mis en vente 87% des enregistrements canadiens. Cependant, les entreprises multinationales ont généré la plupart des revenus de l'industrie (environ 73%).
- Le soutien fédéral dans d'autres domaines culturels a atteint 1 115 entreprises artistiques sans but lucratif (comme les orchestres, les théâtres et les groupes de danse), ainsi que 600 festivals d'arts de la scène dans plus de 250 communautés. Dans le secteur des musées, qui relève largement de la compétence provinciale, il existe actuellement 2 500 établissements patrimoniaux à but non lucratif, dont environ 50 sont à grande échelle alors que les autres sont plus petits et locaux.

LA NOUVELLE MENACE

Si on compare avec ce qui a été produit il y a environ 50 ans, c'est aujourd'hui un temps d'abondance. Il y a eu floraison du contenu canadien dans pratiquement tous les secteurs de la production culturelle (à l'exception notable des journaux quotidiens, qui ferment à un degré inquiétant, bien qu'il s'agisse d'un problème mondial). Les points forts des différentes régions sont remarquables, de même que les efforts récents visant à promouvoir les expressions culturelles autochtones. La reconnaissance internationale de l'art canadien a également considérablement augmenté.

Mais c'est aussi un moment de grandes menaces, car le Canada fait face à de nouveaux défis ayant trait au colosse culturel américain et à la perturbation numérique des modèles de production et de distribution. Si les militants culturels des années 1960 se transportaient dans notre ère, ils ne comprendraient rien à l'Internet et aux processus numériques, mais ils reconnaîtraient facilement le modèle d'affaires californien, qui traite le Canada comme un marché régional pour les distributeurs américains, sans intérêt pour les voix du Canada et sans sensibilité envers nos petites économies d'échelle ou notre culture française. C'était l'invention d'un modèle culturel canadien dans les années 1960, soutenu par des gouvernements libéraux et conservateurs successifs, qui a permis aux industries culturelles et à l'expression artistique d'émerger et de s'épanouir ici.

L'ascension rapide des systèmes de distribution numérique appartenant à des géants Internet américains est, de loin, la plus grande menace pour l'expression culturelle canadienne. L'exploitation

de Netflix, Amazon, Facebook et autres plateformes culturelles similaires, que ce soit sous forme de « streaming » ou d'« agrégat », risque de répéter ce qui est arrivé au Canada lorsque les studios hollywoodiens ont pris le contrôle de la production et de la distribution dans l'industrie cinématographique. La réponse du gouvernement fédéral à la menace sur Internet (identifiée pour la première fois en 1996 par le Comité consultatif sur l'autoroute de l'information) a été marquée par le déni et la confusion. Le CRTC et les ministères ont refusé à maintes reprises d'utiliser les outils bien développés du modèle culturel canadien, sous prétexte que le monde en ligne est une plate-forme « neutre » qui n'est pas techniquement soumise à une gouvernance démocratique.

Pourtant, le cyberspace est, en bout de ligne, un espace comme les autres. Tout comme le gouvernement canadien, à partir des années 1960, a adopté une approche plus proactive pour s'assurer qu'il y aurait des voix du Canada dans les livres, la télévision et la musique, de même qu'il peut faire sa marque en ligne. Il existe des options disponibles pour des interventions positives dans le monde de l'Internet grâce à des mesures juridiques et financières pour promouvoir et soutenir la créativité locale. L'Union européenne a commencé à explorer des pistes à cet égard, par exemple des quotas pour le contenu européen sur Netflix et Amazon. Ce fut autrefois le Canada qui a mené à l'élaboration de solutions judicieuses pour défendre la diversité culturelle, et le monde est venu étudier notre modèle. Maintenant, il nous appartient d'apprendre des autres, si nous voulons protéger la souveraineté culturelle et l'expression nationale.

LE PAYS A-T-IL VRAIMENT CHANGÉ TOUT CELA AU COURS DES 50 DERNIÈRES ANNÉES ?

JACK BUMSTED

Jack Bumsted, historien à la retraite de l'Université du Manitoba, est un auteur prolifique avec de nombreux titres primés, y compris sa biographie de 2008 *Lord Selkirk: A Life*, lauréat du prix J.W. Prix du livre Dafoe pour l'excellence en littérature canadienne non romanesque. Bumsted avait déjà remporté le prix pour son livre de 1988, *Land, Settlement and Politics*, sur l'Île-du-Prince-Édouard au dix-huitième siècle. Bumsted est né aux États-Unis et a émigré au Canada dans les années 1960. Lui et sa famille exploitent la Whodunit Mystery Bookstore à Winnipeg.

La rédaction de cet essai m'a obligé à réfléchir sur les cinquante ans que j'ai vécus au Canada, de 1967 à 2017. Ce qui m'a le plus surpris dans le cours de ma réflexion, c'est le peu de changement culturel que le Canada a connu au cours de cette période.

Cette affirmation peut sembler surprenante étant donné les changements qui se sont produits, particulièrement dans la façon dont nous communiquons les uns avec les autres. Cependant, dans une perspective plus large, et en tant qu'historien, la perspective avec laquelle je me dois d'aborder le sujet, il n'y a pas tant de différences entre hier et aujourd'hui. Bien qu'elles soient alimentées par l'électricité plutôt que l'essence au plomb, les voitures que nous conduisons aujourd'hui sont conceptuellement les mêmes que celles qui nous ont emmenés à l'Expo il y a un demi-siècle. Nous ne nous soucions plus de savoir s'il est impoli ou non qu'une femme fume en conduisant ou en marchant (une question qui fut posée dans

un sondage Gallup en 1967) mais nous n'avons pas encore créé un Canada où les gens de tout genre ou identité peuvent vivre sans préjugé ou restriction.

Ce qui me frappe le plus de la période à l'étude, c'est l'immigration massive qui s'est produite, en grande partie de régions jusqu'ici peu ou pas représentées à l'intérieur des frontières du Canada. Cette grande vague d'immigration, qu'elle soit d'Asie, des îles du Pacifique, d'Afrique, d'Europe de l'Est ou d'Amérique centrale et du Sud, a rempli le Canada d'une abondance de nouvelles cultures et de nouvelles langues. Cependant, la vie quotidienne des Canadiens n'a pas été changée aussi radicalement par ces nouvelles populations que certains auraient pu s'y attendre. Il y a eu et il y aura probablement toujours des enclaves ethniques et des espaces qui faciliteront l'accès aux traditions «étrangères» dans nos villes. Les restaurants et les blanchisseries chinoises peuplaient presque toutes les villes de l'Ouest canadien bien

avant la construction d'un Tim Hortons dans ces endroits, tout comme il y a toujours eu dans nos villes des charcuteries spécialisées d'Europe de l'Est et des services catholiques offerts en espagnol ou en italien. Dans l'ensemble, il y a un nombre croissant de restaurants offrant de la cuisine ethnique, de confectionneurs de vêtements traditionnels et d'espaces de culte non chrétiens partout au Canada. Mais ceci s'explique par l'augmentation globale de la population canadienne depuis 1967 plutôt que par un changement important en termes de diversité culturelle.

À l'exception possible de notre culture alimentaire, en fait, on peut soutenir que le Canada a eu plus d'influence sur ces groupes que ceux-ci sur le Canada. Que la Soirée du hockey au Canada, cette pierre de touche culturelle remarquable, soit diffusée en panjabi depuis 2008 n'en est qu'un exemple. Même si ce n'est certainement pas le seul exemple d'une culture immigrante qui s'intéresse sérieusement à une activité culturelle au stéréotype unificateur (et il ne peut y avoir de stéréotype plus marqué que le hockey), il n'en est pas moins remarquable. À l'inverse, l'introduction de ces communautés et de leurs intérêts dans d'autres sports, qu'il s'agisse du soccer, du handball, du cricket ou du kabbadi, n'a pas été ressentie sur le plan culturel au Canada. À l'exception d'une poignée de joueuses de soccer, le Canada n'a pas produit de joueur de calibre mondial dans un sport qui pourrait être considéré comme externe à ses traditions dominantes. Et tandis que la Soirée du hockey n'est plus la pierre de touche culturelle qu'elle était en 1967, la culture « canadienne » si difficile à cerner s'est néanmoins avérée assez robuste, non seulement pour survivre à l'introduction de forces extérieures, mais pour servir de base pour que ces groupes puissent développer des intérêts communs au sein de nos communautés.

Il est également important de noter que nous sommes de plus en plus conscients des États-Unis et de leur politique, particulièrement dans le passé plus récent. Plus important encore, il est devenu clair que la culture et le succès des États-Unis ont été plutôt attrayants aux yeux des Canadiens dans le passé, mais que ce n'est apparemment plus le cas. Il est maintenant clair que le fruit que les États-Unis offre si facilement a un goût amer et empoisonné empreint de racisme, de violence et de surconsommation. Bien que ces dangers ne soient pas exclusivement américains ou totalement absents du Canada, c'est un changement très réel dans la culture canadienne de rejeter cette influence. Le délaissement de notre plus grand influenceur externe est significatif, d'autant plus qu'il n'a pas été accompagné de la croissance correspondante d'autres influences culturelles.

Fait intéressant, le seul domaine où il y a eu un changement important est celui des relations autochtones. Il s'agit toutefois d'un changement d'approche essentiellement interne, plutôt que de l'augmentation de la diversité culturelle de l'externe. Le changement le plus important en termes de l'attitude des deux groupes ethniques « d'origine », soit l'Europe occidentale et les nations autochtones, est important parce que la majorité des Canadiens ne se rendent pas compte de l'impact que les peuples autochtones ont eu sur notre histoire, mais aussi l'importance de leurs efforts dans les changements culturels qui se sont produits au cours du dernier demi-siècle. Par exemple, la façon dont les Canadiens ont été forcés d'examiner les répercussions historiques des personnages et des événements de notre passé est peut-être le plus important changement culturel au Canada. En tant que Canadiens, nous ne considérons plus John A. MacDonald, Louis Riel, Nelly McClung et bien d'autres personnages selon la même optique anglo-

centrique que nous utilisons il y a moins d'une génération. Au lieu de cela, nous voyons ces personnes, les actions qu'elles ont prises et les événements dans lesquels elles ont été des acteurs majeurs dans une nouvelle perspective.

Il est également remarquable qu'en tant que gouvernement, le Canada a finalement commencé à concilier certains problèmes de longue date. Cependant, il a souvent été plus facile pour le Canada, en tant qu'entité, de présenter ses excuses pour ses actions négatives envers des étrangers, que de confronter les actions qui étaient beaucoup plus enracinées dans notre passé. Depuis 1967, le Canada a présenté des excuses pour l'internement des Japonais pendant la Seconde Guerre mondiale, et pour le refus d'accès au Canada pour les passagers du Komagata Maru en 1914 et du Saint-Louis en 1939. Ces excuses aux «étrangers» comme les Japonais, Sikhs et Juifs européens, n'ont pas été catalyseurs de changement à l'intérieur. Par contre, les excuses aux peuples autochtones ont été plus difficiles parce qu'elles ont failli faire s'écrouler les fondements de notre société. Ce n'est pas que toutes ces excuses à l'égard des étrangers ne soient pas sincères, c'est qu'elles n'ont pas changé de façon significative la vie quotidienne au Canada. Une fois que nous, les Canadiens, avons commencé à prendre conscience des mesures prises contre les peuples autochtones du Canada, nous avons changé de l'intérieur. Les excuses officielles à l'égard des pensionnats indiens (11 juin 2008) et de la rafle des années 60 (gouvernement du Manitoba, 17 juin 2015) ont été plus difficiles à accepter pour bon nombre de Canadiens, car cela a entraîné un changement dans la relation entre les Canadiens autochtones et les «Canadiens blancs».

Le rythme de la diffusion de l'information au Canada nous porte à croire que le pays a beaucoup changé. En allumant les écrans dans nos maisons, ou, de plus en plus, dans nos poches, on peut trouver rapidement des perspectives en accord ou non avec les nôtres. Cela nous donne le sentiment que le Canada évolue plus vite que nous ne pouvons le faire, mais nous sommes très probablement en train de suivre le rythme du reste du monde.

Cependant, cette accélération de la diffusion de l'information n'a pas vraiment abouti à un réel changement ou à une plus grande acceptation culturelle. Les changements spectaculaires dans la façon dont nous communiquons et diffusons l'information par l'entremise d'Internet et des médias sociaux permettent aux Canadiens non seulement d'exprimer leurs opinions, mais aussi de faciliter la recherche de voix similaires. Il y a 50 ans, la seule façon de communiquer avec des personnes aux intérêts similaires était par le rassemblement, par l'entremise de messages publics aux impacts inconnus, ou par l'interaction individuelle à l'aide du téléphone. Maintenant, nous pouvons communiquer, planifier et nous exprimer instantanément, pour le meilleur et pour le pire, dans un large éventail de formats publics ou privés. Il est par conséquent aussi facile de trouver quelqu'un qui partage nos peurs et nos préjugés et qui les renforce, que de trouver quelqu'un qui nous aidera à combattre les préjugés ou à changer nos opinions. Malheureusement, si nous ne sommes pas assez attentifs, et comme il s'avère de plus en plus facile de communiquer, nous pourrions nous retrouver tellement isolés dans nos opinions que nous pourrions être incapables de poursuivre les mesures positives que nous avons adoptées au cours des 50 dernières années.

« VIVE LE QUÉBEC LIBRE » À 50 ANS : L'ESSOR ET LE DÉCLIN DU MOUVEMENT INDÉPENDANTISTE AU QUÉBEC, 1967-2017

JACK JEDWAB

Jack Jedwab est président de l'Association d'études canadiennes et de l'Institut canadien des identités et des migrations. Titulaire d'un doctorat En histoire canadienne de l'Université Concordia, il a enseigné à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université McGill. Il a donné des cours sur l'histoire de l'immigration au Québec, sur les minorités ethniques au Québec, sur les minorités de langue officielle au Canada et sur le sport au Canada. Il a également rédigé des essais pour des livres, des journaux et des journaux à travers le pays, en plus d'être l'auteur de diverses publications et rapports gouvernementaux sur des questions d'immigration, de multiculturalisme, de droits de la personne et de langues officielles.

Le 24 juillet 1967, lors d'une visite d'État à l'Expo 1967, le président de la République française, Charles De Gaulle, proclame: «Vive le Québec libre» depuis le balcon de la mairie de Montréal. Avec cette déclaration, il a donné de la crédibilité au mouvement indépendantiste du Québec en plein essor à un moment charnière dans l'histoire du pays. Aux yeux du gouvernement du Canada, les propos de De Gaulle représentaient une double insulte étant donné la raison de la visite officielle du président au pays, la célébration de son 100^e anniversaire. Ses paroles ont certainement mis un frein à l'ambiance festive dans le reste du Canada. À travers toutes les célébrations de 1967, la classe politique se préoccupait beaucoup de l'état fragile de la relation entre les Canadiens anglais et français. Le premier ministre du Canada, Lester Pearson, faisait preuve de beaucoup de prudence lorsqu'il parlait

du Québec dans le contexte des festivités du centenaire et il limitait généralement ses remarques publiques sur le Québec à l'importante contribution de la population française à l'édification du Canada.

On peut comprendre que les remarques de De Gaulle aient été considérées préjudiciables par ceux qui espéraient faire du centenaire une occasion de promouvoir l'unité alors si nécessaire entre les Canadiens anglais et français. Une cinquantaine d'années plus tard, le débat continue à savoir si les propos de De Gaulle étaient un effort délibéré pour soutenir le mouvement indépendantiste ou s'il a simplement été emporté par la foule exubérante qui est venu l'entendre à l'Hôtel de Ville. Depuis lors, aucun argument convaincant d'un côté comme de l'autre n'a altéré le sens et l'intention perçus du discours désormais célèbre. Les souverainistes

québécois, assez vieux pour se souvenir de l'événement, se rappelleront inévitablement de De Gaulle comme un champion de la cause de l'indépendance du Québec.

La réaction du gouvernement du Canada face aux remarques de De Gaulle a été assez rapide. Son intervention a été décrite comme un empiétement hostile dans les affaires intérieures du Canada par un chef de gouvernement étranger. Le ministre fédéral de la Justice (et futur premier ministre du pays) Pierre-Elliott Trudeau a insisté sur le fait que si un premier ministre canadien avait crié publiquement « la Bretagne aux Bretons », la réaction en France aurait été tout aussi négative. De Gaulle commentera quelques années plus tard que « Nous n'avons aucune concession, ni même aucune amabilité, à faire à M. Trudeau, qui est l'adversaire de la chose française au Canada ».

La réponse de René Lévesque était loin d'être sympathique à De Gaulle. Avant de devenir le leader emblématique du mouvement indépendantiste du Québec, Lévesque était un homme politique québécois de premier plan au sein du parti libéral du Québec. On dit que Lévesque avait été estomaqué par les remarques de De Gaulle et a insisté sur le fait que les Québécois n'avaient pas besoin que la France leur dise quoi faire¹.

Comme en témoignent la plupart des médias nationaux, le tumulte diplomatique qui a suivi cette déclaration a conduit De Gaulle à écourter sa visite au Canada. Le lendemain de son discours, De Gaulle a visité l'Expo 67 et assisté à un banquet au pavillon

français. Au lieu de poursuivre sa visite à Ottawa pour rencontrer le premier ministre Lester Pearson, il a choisi de retourner en France. La fin des années soixante en contexte

Les années 1960 ont été marquées par de grandes tensions dans la relation entre le Québec et le reste du Canada, et plus précisément entre Canadiens français et Canadiens anglais. Dans le cadre d'un sondage Gallup en septembre 1967, 42% des Canadiens estimaient que les relations entre les anglophones et les francophones s'étaient détériorées au cours des cinq dernières années, alors que 30% estimaient qu'elles s'étaient améliorées. Un sondage Gallup mené en janvier 1967 avait juste avant révélé que la grande majorité des Canadiens anglais estimaient que la population francophone du Canada était bien traitée dans le milieu des affaires et dans la fonction publique (sondage Gallup canadien # 322, janvier 1967). Pourtant, à la fin des années 1960, le pourcentage de francophones dans la fonction publique du Canada était bien inférieur à la proportion de francophones dans l'ensemble de la population du pays. Depuis ce temps par contre, la proportion de francophones dans la fonction publique fédérale est passée d'environ 20% en 1964 à près de 30% au début du 21^e siècle, ce qui est nettement supérieur à la proportion de francophones dans la population canadienne. La représentation des francophones à des postes de direction dans la fonction publique fédérale est passée de 10,4% en 1964 à 18% en 1978 et à 30% en 2007².

Dans cette période, le revenu des Canadiens français était considérablement inférieur à celui des

1 www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/504073/vive-le-quebec-libre

2 Annual Report on Official Languages 2006-2007. Treasury Board of Canada Secretariat. 2009-02-10)

Canadiens anglais. Toutefois, la situation économique de la population francophone du Québec s'est considérablement améliorée dans les années 1990 et les données de 2016 de Statistique Canada sur le revenu ont révélé que le revenu médian annuel des francophones du Québec est maintenant plus élevé que celui des anglophones de la province. Ceci dit, un sentiment de mécontentement existait toujours chez les Québécois francophones, dans les années 90, face aux différentes injustices historiques. Les Québécois continuaient d'avoir le sentiment, largement partagé, que les Canadiens anglais refusaient de reconnaître la position unique de la langue française au Canada. Le sentiment d'amertume ressenti par de nombreux francophones québécois a permis au mouvement indépendantiste d'obtenir suffisamment de

soutien pour produire le résultat très serré du référendum de 1995 sur la souveraineté du Québec.

LE QUÉBEC ET LE CANADA : 50 ANS PLUS TARD

Le niveau d'intérêt varié du public canadien était à peu près semblable pour les célébrations des 100^e et 150^e anniversaires du pays. Les sondages menés en 2017 révèlent que les francophones du Québec étaient beaucoup moins intéressés par les commémorations du 150^e anniversaire que les autres Canadiens. Moins d'un francophone sur dix au Québec a indiqué qu'il était « très intéressé » par le 150^e anniversaire et un francophone sur trois s'est dit « plutôt intéressé ». Lorsqu'interrogés sur leur participation aux événements du 150^e anniversaire, les francophones du Québec étaient peu intéressés à le faire.

TABLEAU 1

À QUEL POINT VOUS SERIEZ-VOUS INTÉRESSÉ (E) À PARTICIPER AU 150 ^e ANNIVERSAIRE DU CANADA ? / À L'ANNÉE DU CENTENAIRE DU CANADA	SONDAGE LÉGER 2017	SONDAGE GALLUP 1967
TRÈS INTÉRESSÉ	24%	32%
PLUTÔT INTÉRESSÉ	48%	36%
PAS INTÉRESSÉ	23%	32%
NE SAIS PAS / NE SOUHAITE PAS RÉPONDRE	4%	0%

En termes de la relation entre anglophones et francophones, le sondage de 2017 laisse entrevoir une amélioration de sa perception. En effet, un plus grand nombre de Canadiens considèrent que la relation s'est améliorée plutôt qu'empirée, ce qui contraste fortement avec les résultats d'une question similaire posée en 1967. Ainsi, ces résultats

viennent à l'encontre de tout argument nostalgique parlant d'une époque passée où la relation entre Canadiens français et Canadiens anglais était plus stable. En effet, environ 50% des francophones interrogés en 2017 soutiennent que la relation s'est améliorée et moins d'un sur cinq soutient qu'elle s'est empirée.

TABLEAU 2

PENSEZ-VOUS QU'AUJOURD'HUI, LA RELATION ENTRE LES CANADIENS ANGLOPHONES ET FRANCOPHONES EST MEILLEURE OU PIRE QU'ELLE NE L'ÉTAIT IL Y A CINQ ANS ?	2017	1967
MIEUX	46%	30%
PIRE	18%	42%
NE SAIS PAS/LA MÊME	37%	28%

Source: Sondage canadien Gallup #325 (septembre 1967), et sondage Leger Marketing pour le compte de l'Association d'études canadiennes (2017)

Une cinquantaine d'années et deux référendums ratés plus tard, le mouvement indépendantiste du Québec stagne. Son leadership actuel semble incapable de convaincre suffisamment de Québécois de la nécessité de se séparer du Canada. Ce n'est pas nécessairement à cause de la qualité des individus qui sont actuellement à la tête du mouvement mais plutôt l'évolution de la situation économique et politique des francophones au Québec et ailleurs au Canada. Comme le révèle le tableau ci-dessous,

moins d'un Canadien sur dix qualifie l'enthousiasme des Québécois pour l'indépendance comme étant « très fort », une différence significative par rapport aux résultats de 1967. Tout de même un Canadien sur trois estime que le désir des Québécois de se séparer est « plutôt fort ». Pourtant, seulement 3% des Québécois soutiennent que le désir des Québécois de se séparer est « très fort » et 20% estiment qu'il est « plutôt fort ».

TABLEAU 3

COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LE NIVEAU D'ENTHOUSIASME POUR LA SOUVERAINETÉ CHEZ LES HABITANTS DE LA PROVINCE DU QUÉBEC - TRÈS FORT, PLUTÔT FORT OU PLUTÔT FAIBLE ?	SONDAGE LEGER 2017	SONDAGE GALLUP 1967	SONDAGE LEGER 2017, AVEC REDISTRIBUTION DU « NE SAIS PAS »
TRÈS FORT	8%	20%	9%
PLUTÔT FORT	29%	21%	35%
PLUTÔT FAIBLE	48%	59%	56%
NE SAIS PAS	16%	-	-

Source: De Gaulle: la suite

L'intervention de De Gaulle a contribué à changer la façon dont les souverainistes, et d'autres Québécois, percevaient la relation de la province avec

la France. Le pays est devenu un allié potentiel du mouvement indépendantiste du Québec. Pour Robin Gendron, la visite de De Gaulle en 1967 fut

sans doute l'événement marquant du rapprochement France-Québec des années 1960. Il qualifie le discours de de Gaulle de « point culminant symbolique de l'intérêt renouvelé de la France pour le Québec et du développement national et culturel du peuple canadien-français après deux siècles de négligence relative ».

Gendron ajoute que « ... le consensus académique actuel sur les relations franco-québécoises dans les années 1960 affirme que De Gaulle, et à travers lui le gouvernement et l'État français, a cru fermement au droit du Québec à l'indépendance nationale au début des années 1960 et qu'il était convaincu que la France se devait de soutenir le Québec en raison des liens historiques et culturels et du sentiment de sympathie qui liaient la France au Québec. »

Au lendemain de l'effondrement de l'empire colonial français, certains observateurs ont affirmé que De Gaulle et la France se sont transformés en champions de la décolonisation pour les peuples qui étaient encore colonisés, en particulier les Québécois. L'idée que la France a embrassé une telle mission est, selon Gendron, hautement discutable, sinon manifestement incorrecte. En fait, les seules aspirations nationales qui importaient intrinsèquement à De Gaulle et à l'État français étaient celles de la France elle-même, comme le démontre un examen même superficiel de l'attitude du gouvernement envers un autre mouvement « nationaliste » émergent dans l'un des territoires coloniaux de la France, celui de la Nouvelle-Calédonie.

Il est à noter que dans les années suivant son célèbre discours, De Gaulle n'a pas réitéré son soutien pour

un Québec indépendant, et n'a encouragé aucun de ses successeurs politiques à le faire. Par conséquent, aucun président français depuis De Gaulle n'a accordé un tel appui au mouvement de souveraineté du Québec. En 2008, au milieu de la crise financière mondiale, le président français Nicolas Sarkozy a déclaré que « le monde a besoin d'un Canada fort et uni qui puisse assumer un rôle de leadership. » Il a décrit le Canada comme un allié de la France et a ajouté que « ... s'il quelqu'un me dit que dans le monde d'aujourd'hui, nous avons besoin de plus de division, nous ne voyons pas le monde de la même façon³ ». À en juger par sa première interaction avec le premier ministre Justin Trudeau, il ne semble pas que le président français actuel, Emmanuel Macron, voie les choses différemment.

CONCLUSION

Lorsque De Gaulle a fait sa fameuse déclaration, les francophones du Québec et d'ailleurs au Canada faisaient face à des inégalités économiques considérables et étaient gravement sous-représentés dans la fonction publique fédérale. Cela a radicalement changé au tournant du siècle. Les idées issues du contexte des années soixante qui permettaient de formuler l'indépendance du Québec comme une forme de décolonisation sont aujourd'hui très difficiles à vendre. En effet, les griefs historiques qui définissaient traditionnellement le mouvement de souveraineté n'ont plus la même résonance pour la plupart des francophones du Québec et encore moins pour la jeune génération. Collectivement, les francophones du Québec ne sont plus confrontés au genre d'obstacles et d'iniquités qu'ils ont connus dans les années 1960 et, pour beaucoup, le ressen-

3 <http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/sarkozy-calls-for-unity-strength-in-canada-1.703066>

timent envers les autres Canadiens semble être un souvenir lointain. La jeune génération de Québécois aura certainement plus de mal à se sentir interpellée par De Gaulle et son message, et ce même s'ils ont pu participer à la récente commémoration du cinquantième anniversaire de « Vive le Québec Libre ».